

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1691

10 juin 2016

SOMMAIRE

Agile Capital North S.A. - SPF	81166	MRS Façades et Plafonnages S.à.r.l.	81124
AN Avel Braz S.A.	81132	Nahuko SA	81123
European Jewellers I S.A.	81168	Navilight S.à r.l.	81124
GE Real Estate Central European Investors S.à r.l.	81130	Neuflize OBC Cinema S.C.A. SICAR	81127
Glencote International Luxembourg S.A.	81131	OCA Advisory S.à r.l.	81122
Henley 360 504H2 S.à r.l.	81132	OSF (Lux) I S.à r.l.	81122
Italian Logistics Master Pledgeco S.à r.l.	81145	Pama Holding	81122
Kataris	81162	Paolett Holding S.A.	81130
Kensington UK Office (Chester) S.à r.l.	81159	Pearl Holding S.A., - SPF	81130
Kensington UK Retail (Scarborough AW) S.à r.l.	81164	P&P Promotions S.à r.l.	81122
Le Prieuré du Vaunage S.A.	81131	Preston Luxembourg 1 S.à r.l.	81129
MC Investissement S.à r.l., SPF	81127	Proudreed Properties Lux Holding S.à r.l. ...	81130
Medhotel S.A.	81125	Rizzani de Eccher International S.à r.l.	81125
Meng Garage S.à r.l.	81123	Rizzani de Eccher S.A.	81126
Mensen-Agri Services S.à r.l.	81125	RP Lux Energy S.à r.l.	81129
Metafab S.A.	81122	RT-Log S.A.	81129
Mexco Investments S.à r.l.	81123	Rusnano Capital SICAR S.A.	81126
Minorco Peru Holdings	81123	Rye Acquisitions S.à.r.l.	81126
Minorco Peru Holdings	81126	Shamil Real Estate Investment S.A.	81129
Mister Minit Luxembourg s.à r.l.	81125	Sheet Anchor Properties France S.à r.l.	81128
Mistramer S.A.	81123	Silf S.A.	81128
Mistramer S.A.	81127	Sirin Sàrl	81132
Molotov Design Sàrl	81124	Soluna S.A.-SPF	81127
Moraso S.à r.l.	81124	Stodiek Ariane I S.A.	81128

OSF (Lux) I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 10.000,00.

Siège social: L-1150 Luxelbourg, 287-289, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 200.697.

—
Extrait des résolutions du conseil de gérance en date du 4 avril 2016

Suite aux résolutions du conseil de gérance prises en date du 4 avril 2016, il a été décidé de transférer le siège social de la Société du 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg au 287289, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg avec effet au 4 avril 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 11 avril 2016.

Référence de publication: 2016091528/14.

(160059878) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2016.

P&P Promotions S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4984 Sanem, Z.I. Gadderscheier.
R.C.S. Luxembourg B 179.391.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg.

Référence de publication: 2016091529/10.

(160059870) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2016.

Pama Holding, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 150.000,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 188.666.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 11 avril 2016.

Référence de publication: 2016091530/10.

(160060126) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2016.

OCA Advisory S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 43, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 170.381.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2016091526/11.

(160060647) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2016.

Metafab S.A, Société Anonyme.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 370, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 116.787.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016091496/9.

(160060343) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2016.

Meng Garage S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7759 Roost, Zone Artisanale et Commerciale Jauschwis.
R.C.S. Luxembourg B 28.327.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Echternach, le 11 avril 2016.

Signature.

Référence de publication: 2016091494/10.

(160060045) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2016.

Mexco Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 30, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 197.930.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2016091497/9.

(160060233) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2016.

Minorco Peru Holdings, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1255 Luxembourg, 48, rue de Bragance.
R.C.S. Luxembourg B 159.311.

Le bilan consolidé de la société Anglo American plc au 31 décembre 2015 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 4 avril 2016.

Référence de publication: 2016091499/11.

(160059983) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2016.

Mistramer S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2613 Luxembourg, 1, place du Théâtre.
R.C.S. Luxembourg B 46.929.

Le Bilan au 31 décembre 2015 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg.

Signature.

Référence de publication: 2016091502/10.

(160060617) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2016.

Nahuko SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 79.555.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 Décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 Mars 2016.

Nahuko S.A.

Manacor (Luxembourg) S.A.

Administrateur

Référence de publication: 2016091507/14.

(160060048) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2016.

MRS Façades et Plafonnages S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2355 Luxembourg, 10, rue du Puits.

R.C.S. Luxembourg B 197.271.

—
Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire tenue à Luxembourg le 7 septembre 2015

Après avoir délibéré, l'assemblée approuve la cession de parts suivantes:

L'associé Carlos Arlberto RODRIGUES DE ALMEIDA a transféré:

1) 25 parts sociales à l'associé DA SILVA ASCENSAO José Carlos, 54, rue de Grünewald L-1646 Senningerberg

2) 25 parts sociales à l'associé LIMA SERODIO MONTEIRO Joaquim, 1, rue de la Gare L-5540 Remich

Les parts sociales de la société sont désormais réparties de la façon suivante:

M. DA SILVA ASCENSAO José Carlos	75 parts sociales
M. LIMA SERODIO MONTEIRO Joaquim Manuel	75 parts sociales
TOTAL	150 parts sociales

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 avril 2016.

Référence de publication: 2016091506/18.

(160060358) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2016.

Navilight S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 187.657.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Navilight S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2016091508/11.

(160060525) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2016.

Moraso S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 74.005.

—
EXTRAIT

Les comptes annuels au 31.12.2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 avril 2016.

Karim Van den Ende

Gérant

Référence de publication: 2016091504/13.

(160060706) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2016.

Molotov Design Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7619 Larochette, 30, rue de Medernach.

R.C.S. Luxembourg B 158.924.

—
Les comptes annuels au 31.12.2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour MOLOTOV DESIGN SARL

Société à responsabilité limitée

FIDUCIAIRE DES P.M.E. SA

Référence de publication: 2016091503/12.

(160060379) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2016.

Mister Minit Luxembourg s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 68, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 19.334.

—
Beschlüsse der Gesellschafterversammlung vom 29. Februar 2016

Die alleinige Gesellschafterin von Mister Minit Luxembourg Sàrl (die „Gesellschaft“) hat beschlossen, alle ihre 500 Anteile an der Gesellschaft an die niederländische Gesellschaft Minit Holding BV, mit Geschäftssitz in Van Alkemadelaan 350 307 in 2597AS 's-Gravenhage, registriert im niederländischen Handelsregister (Kamer van Koophandel) unter der Nummer 30137303, zu verkaufen.

David Ladd, Gérant administratif, informiert die Gesellschaft, dass ab sofort seine neue Berufsadresse 3. Etage, 49, Albemarle Street in W1S 4JR London ist.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 30. März 2016.

Mister Minit Luxembourg S.à.r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2016091500/18.

(160060076) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2016.

Mensen-Agri Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9943 Hautbellain, 11, Duarrefstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 152.907.

—
Les comptes annuels au 31/12/2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016091495/10.

(160060572) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2016.

Medhotel S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 11, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 77.780.

—
Par la présente, je vous notifie ma démission de ma fonction de Commissaire aux Comptes de votre société avec effet immédiat.

Luxembourg, le 30 mars 2016.

Marco RIES.

Référence de publication: 2016091493/10.

(160059880) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2016.

RDEI S.à r.l., Rizzani de Eccher International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1325 Luxembourg, 5, rue de la Chapelle.

R.C.S. Luxembourg B 170.499.

—
EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par le gérant unique en date du 6 avril 2016 que:

- Le siège social de la société a été transféré du 15, rue du Fort Bourbon L-1249 Luxembourg au 5, rue de la Chapelle L-1325 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 avril 2016.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2016091570/16.

(160060710) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2016.

Rizzani de Eccher S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1325 Luxembourg, 5, rue de la Chapelle.
R.C.S. Luxembourg B 201.888.

—
EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises lors de la réunion du conseil d'administration tenue en date du 6 avril 2016 que:

- Le siège social de la société a été transféré du 15, rue du Fort Bourbon L-1249 Luxembourg au 5, rue de la Chapelle L-1325 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 avril 2016.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2016091571/16.

(160060637) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2016.

Rusnano Capital SICAR S.A., Société Anonyme sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.
R.C.S. Luxembourg B 166.115.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 avril 2016.

Pour: Rusnano Capital SICAR S.A.

Société anonyme qualifiée de société d'investissement en capital à risque

Experta Luxembourg

Société anonyme

Référence de publication: 2016091573/14.

(160060106) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2016.

Rye Acquisitions S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 40.000,00.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 187.270.

—
Extrait des résolutions prises par l'associé unique en date du 12 novembre 2015

1. Madame Emer Finnan a démissionné de son mandat de gérante A avec effet au 12 novembre 2015.

Luxembourg, le 12 novembre 2015.

Pour extrait sincère et conforme

Pour Rye Acquisitions S.à.r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2016091574/14.

(160060515) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2016.

Minorco Peru Holdings, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1255 Luxembourg, 48, rue de Bragance.
R.C.S. Luxembourg B 159.311.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 avril 2016.

Référence de publication: 2016091498/10.

(160059982) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2016.

Mistramer S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1945 Luxembourg, 3, rue de la Loge.
R.C.S. Luxembourg B 46.929.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires de la société qui s'est tenue le 11 avril 2016 que:

- L'adresse de l'administrateur Carine BITTLER a changée du 1, place du Théâtre L-2613 Luxembourg au 3, rue de la Loge L-1945 Luxembourg et du Commissaire aux Comptes Société de Gestion Comptable S. à r.l. du 1, place du Théâtre L-2613 Luxembourg au 63, rue de Strassen L-8094 Bertrange

- Monsieur Noël LEVENEZ, Madame Isabelle GIUDICE et Madame Carine BITTLER sont réélus administrateurs de la société pour une durée de 6 ans.

- Société de Gestion Comptable S. r.l. est réélue commissaire aux comptes pour une durée de 6 ans.

L'ensemble des mandats prendra fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2022

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2016091501/21.

(160060616) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2016.

Neulize OBC Cinema S.C.A. SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 13, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 170.610.

Constituée le 17 octobre 2008 et publiée dans le Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 2682.

Extrait du procès-verbal de l'associé-gérant commandité de la Société en date du 4 mars 2016

Le conseil de gérance de l'associé-gérant commandité de la Société a approuvé le changement de siège social de la Société avec effet au:

- 15 février 2016,

à l'adresse suivante:

- 13, rue Edward Steichen, L- 2540 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg.

Référence de publication: 2016091516/15.

(160059905) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2016.

MC Investissement S.à r.l., SPF, Société à responsabilité limitée - Société de gestion de patrimoine familial.

Siège social: L-1661 Luxembourg, 47, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 177.805.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016091492/9.

(160059931) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2016.

Soluna S.A.-SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 181.819.

Les comptes annuels au 31-12-2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016091654/9.

(160059945) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2016.

Stodiek Ariane I S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 9, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 66.603.

Lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 21 mars 2016, Monsieur Jerry Wagner, demeurant professionnellement à L-2557 Luxembourg, 9, rue Robert Stümper, est nommé administrateur de la société, son mandat expirant en l'an 2020, en remplacement de Monsieur Romain Hartmann, démissionnaire.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 avril 2016.

G.T. Experts Comptables S.à.r.l.

Luxembourg

Référence de publication: 2016091660/14.

(160060150) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2016.

Silf S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.
R.C.S. Luxembourg B 47.557.

L'assemblée générale annuelle du 29 mars 2016, a ratifié la décision prise par le conseil d'administration en date du 26 novembre 2014, en relation à la cooptation de Monsieur Eric BREUILLE et la décision prise par le conseil d'administration en date du 4 juin 2015, en relation à la cooptation de Monsieur Francesco MILELLA

Leur mandat s'achèvera à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2018.

La même assemblée générale annuelle a accepté la démission de Monsieur Eric BREUILLE à la date du 15 mars 2016 et ratifiée la décision prise par le conseil d'administration en date du 15 mars 2016, en relation à la cooptation de Monsieur Steve GOUVEIA RELUZ.

Son mandat s'achèvera à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2018.

Luxembourg, le 12.04.2016.

Pour: SILF S.A.

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Référence de publication: 2016091649/20.

(160060155) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2016.

Sheet Anchor Properties France S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 179.276.

EXTRAIT

En date du 18 mars 2016, l'associé unique a pris les résolutions suivantes:

- La démission de Madame Virginia Strelen, en tant que gérant A de la Société, est acceptée avec effet au 1^{er} avril 2016;
- M. Ajit Singh Rai, né à Leeds (Royaume-Uni) le 23 février 1978, avec adresse professionnelle au 15 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, a été élu nouveau gérant A de la Société avec effet au 1^{er} avril 2016 et ce pour une durée indéterminée.

Le conseil de gérance se compose dès lors comme suit:

- Monsieur Ajit Singh Rai, gérant A;
- Monsieur Eric-Jan van de Laar, gérant A;
- Monsieur Maxime Giraud, gérant B; et
- Monsieur Christopher Tranter, gérant B

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2016091609/20.

(160060388) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2016.

Shamil Real Estate Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1525 Luxembourg, 3, rue Alexandre Fleming.
R.C.S. Luxembourg B 135.337.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} avril 2016.

Par mandat

Ali FEQQUSSI

Référence de publication: 2016091607/12.

(160060394) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2016.

RT-Log S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Munsbach, 34, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 100.254.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire de la société tenue le 11 avril 2016 à Luxembourg

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire que Monsieur Roberto Thiemann a été révoqué comme administrateur-délégué et que Monsieur Rodrigo Olivera Jimenez, demeurant au 22 boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, a été nommé administrateur-délégué avec effet immédiat jusqu'au jour de l'assemblée générale qui se tiendra en 2019.

Pour extrait conforme

Signature

Le conseil d'administration

Référence de publication: 2016091586/15.

(160060102) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2016.

RP Lux Energy S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68-70, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 177.924.

Il est à noter:

- la démission de Castle Services S.à r.l. de son poste de gérant de catégorie B de la Société avec effet au 12 avril 2016.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 avril 2016.

Mandataire

Référence de publication: 2016091585/13.

(160060629) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2016.

Preston Luxembourg 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 52.787,57.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 157.156.

Veillez prendre note du changement suivant:

La Gérante classe B Madame Magdalena Aniela Ughetti et le Gérant classe B Madame Joanna Alwen Harkus Madge ont désormais leur adresse professionnelle à 27b Floral Street, Londres WC2E 9DP, Royaume-Uni.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Jacob Mudde

Gérant A

Référence de publication: 2016091544/14.

(160060458) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2016.

Proudreed Properties Lux Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 182.453.

—
EXTRAIT

Les résolutions suivantes ont été adoptées par l'Associé unique en date du 21 mars 2016:

- La démission de Madame Virginia Strelen, en tant que gérant A de la Société, est acceptée avec effet au 1^{er} avril 2016;
- M. Ajit Singh Rai, né à Leeds (Royaume-Uni) le 23 février 1978, avec adresse professionnelle au 15 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, a été élu nouveau gérant A de la Société avec effet au 1^{er} avril 2016 et ce pour une durée indéterminée.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2016091545/15.

(160060385) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2016.

Paolett Holding S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 128.248.

—
Par lettre recommandée adressée le 11 avril 2016 à la société PAOLETT HOLDING S.A., société anonyme avec siège social à L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau, la société FIDUCENTER S.A. a dénoncé de plein droit son contrat de domiciliation avec ladite société PAOLETT HOLDING S.A avec effet immédiat.

Partant, le siège social de la société PAOLETT HOLDING S.A. est dénoncé à la même date.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 avril 2016.

Pour extrait conforme

FIDUCENTER S.A.

Le domiciliataire / Un administrateur

Référence de publication: 2016091546/15.

(160060139) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2016.

Pearl Holding S.A., - SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2370 Howald, 4, rue Peterelchen.

R.C.S. Luxembourg B 97.905.

—
Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Un administrateur

Référence de publication: 2016091548/11.

(160060173) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2016.

GE Real Estate Central European Investors S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1160 Luxembourg, 12-14, boulevard d'Avranches.

R.C.S. Luxembourg B 58.514.

—
Il résulte d'une résolution de l'associé unique du 08 mars 2016 que Monsieur Damien KARLOV avec adresse professionnelle à 201 Talgarth Road London W6 8BJ Royaume-Uni a été nommé comme gérant de la société avec effet au 08 mars 2016 pour une durée indéterminée.

Il résulte d'un courrier du 31 mars 2016 que Monsieur Laurent Musielak a démissionné de son poste de gérant de la société avec effet immédiat.

Un mandataire

Référence de publication: 2016092023/13.

(160060897) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 avril 2016.

Glencote International Luxembourg S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 33, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 141.524.

EXTRAIT

L'Assemblée Générale Ordinaire, tenue extraordinairement, réuni au siège de la prédite société le 13 avril 2016, en présence de toute les actions, a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

1. L'Assemblée Générale accepte la fin du mandat de deux administrateurs: Monsieur FUREAU Jean-Claude et Monsieur AUGIER Jean-François Marie Léon.

2. L'Assemblée Générale accepte la fin du mandat du commissaire aux comptes, à savoir la société EUROTRUST S.A. (B 86.381).

3. L'Assemblée Générale décide de révoquer l'administrateur-délégué, Monsieur AUGIER Jean-François Marie Léon.

4. L'Assemblée Générale décide de nommer comme administrateur-délégué, Monsieur Gustave VOGEL, né le 10.07.1948 à Dudelange, demeurant au 24a, rue du Curé, L-3221 Bettembourg, jusqu'à l'Assemblée Générale 2022, à partir de ce jour.

5. L'Assemblée Générale décide de nommer 3 nouveaux administrateurs:

- Monsieur Gustave VOGEL, né le 10.07.1948 à Dudelange, demeurant au 24a, rue du Curé, L-3221 Bettembourg, jusqu'à l'Assemblée Générale 2022.

- Madame Rita JUNKER, née 15.12.1949 à Lorenzweiler, demeurant professionnellement au 33 Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, jusqu'à l'Assemblée Générale 2022.

- Monsieur Denis DADASHEV, né 01.04.1974 à Saratov (Russie), demeurant au 11, rue de Hollerich, L-1741 Luxembourg, jusqu'à l'Assemblée Générale 2022.

6. L'Assemblée Générale décide de nommer un nouveau commissaire aux comptes, la société EUROTRUST CORPORATE SERVICES S.A., avec le siège au 33 Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, ayant le numéro RCS Luxembourg B 89.416, jusqu'à l'Assemblée Générale 2022.

Luxembourg, le 13 avril 2016.

Pour extrait conforme

Monsieur Denis DADASHEV

Scrutateur de l'Assemblée

Référence de publication: 2016092027/32.

(160061498) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 avril 2016.

Le Prieuré du Vaunage S.A., Société Anonyme.**Capital social: EUR 33.000,00.**

Siège social: L-1750 Luxembourg, 24, avenue Victor Hugo.

R.C.S. Luxembourg B 129.489.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement en date du 25 juin 2015 que:

1. L'assemblée décide de renouveler le mandat des administrateurs et du commissaire aux comptes jusqu'à l'assemblée devant statuer sur les comptes au 31 décembre 2015:

- Madame Bernadette MOINET, administrateur;

- Monsieur Bruno BEERNAERTS, administrateur;

- Monsieur Robert BERCKMANS, administrateur et

- Monsieur Alain LAM, commissaire aux comptes.

La Société prend acte que l'adresse de Monsieur Bruno Beernaerts, administrateur, est la suivante:

28, rue du Cimetière, L-8824 Perlé, Luxembourg.

La Société prend acte que l'adresse de Monsieur Alain Lam, commissaire aux comptes, est la suivante:

24, rue Dr Ernest Feltgen, L-7531 Mersch, Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2016091452/22.

(160060456) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2016.

AN Avel Braz S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1911 Luxembourg, 9, rue du Laboratoire.
R.C.S. Luxembourg B 191.103.

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement le 31 mars 2016

Sont nommés administrateurs, leur mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 octobre 2016:

Administrateur de catégorie A

- Monsieur Xavier de la ROCHEFOUCAULD, administrateur de société, demeurant à 9, St George's Court, Gloucester Road, Londres SW7 4Q2, Royaume-Uni, Président.

Administrateurs de catégorie B:

- Monsieur Philippe PONSARD, ingénieur commercial, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

- Monsieur Pierre LENTZ, licencié en sciences économiques, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

Est nommé commissaire aux comptes, son mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 octobre 2016:

- AUDIEX S.A., société anonyme, 9, rue du Laboratoire, L- 1911 Luxembourg

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 31 mars 2016.

Référence de publication: 2016088187/23.

(160056489) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 avril 2016.

Sirin Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2538 Luxembourg, 1, rue Nicolas Simmer.
R.C.S. Luxembourg B 183.317.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016083866/9.

(160050745) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mars 2016.

Henley 360 504H2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 62.500,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26A, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 199.324.

In the year two thousand and sixteen, on the sixteenth day of February.

Before Maître Jacques Kessler, notary residing at Pétange, Grand Duchy of Luxembourg, undersigned.

There appeared:

Henley 360 504H3B Limited, a company limited by shares governed by the laws of the Isle of Man, having its registered office at International House, Castle Hill, Victoria Road, Douglas, Isle of Man IM2 4RB, registered with the Companies Registry of the Isle of Man under the number 012704V ("Henley"); and

OCM Henley Holdings S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 26A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register ("R.C.S. Luxembourg") under the number B 200.634 ("OCM" and together with Henley the "Shareholders"),

here represented by Mrs. Sofia Afonso-Da Chao Conde, notary clerk, with professional address at 13, route de Luxembourg, L-4761 Pétange, by virtue of powers of attorney given under private seal.

Such proxies having been signed "ne varietur" by the proxy holder, acting on behalf of the appearing parties and the undersigned notary, shall remain attached to this deed to be filed with such deed with the registration authorities.

The appearing parties, represented as stated herein above, have requested the undersigned notary to record as follows:

I.- The appearing parties are the shareholders of Henley 360 504H2 S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 26A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register ("R.C.S. Lu-

xembourg") under the number B 199.324 (the "Company"), which has been incorporated pursuant to a deed enacted by Maître Marc Lecuit, notary residing in Mersch, Grand Duchy of Luxembourg, on 4 August 2015, published in the "Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations" number 2736, dated 5 October 2015. The articles of association of the Company were last amended pursuant to a deed enacted by the undersigned notary on 25 November 2015.

II.- That the 1,250,000 (one million two hundred fifty thousand) shares with a nominal value of EUR 0.01 (one Eurocent) each, representing the whole share capital of the Company, are represented so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda of which the Shareholders expressly state having been duly informed beforehand.

III.- The agenda of the meeting is the following:

Agenda

1. Waiving of notice right;
2. Amendment of article 5, 6, 15 and 16 of the articles of association of the Company;
3. Approval of the increase of the share capital of the Company by an amount of EUR 50,000 (fifty thousand Euro) so as to raise it from its current amount of EUR 12,500 (twelve thousand five hundred Euro) to EUR 62,500 (sixty-two thousand five hundred Euro) by the issuance of 500,000 (five hundred thousand) class A shares; 500,000 (five hundred thousand) class B shares; 500,000 (five hundred thousand) class C shares; 500,000 (five hundred thousand) class D shares; 500,000 (five hundred thousand) class E shares; 500,000 (five hundred thousand) class F shares; 500,000 (five hundred thousand) class G shares; 500,000 (five hundred thousand) class H shares; 500,000 (five hundred thousand) class I shares and 500,000 (five hundred thousand) class J shares, with a nominal value of EUR 0.01 (one Eurocent) each, the whole to be fully paid up through contributions in kind to be made by the shareholders of the Company;
4. Subscription and payment by the shareholders of the new shares by way of contributions in kind;
5. New composition of the shareholding of the Company;
6. Amendment of the first paragraph of article 5 of the articles of association of the Company; and
7. Miscellaneous.

After the foregoing was approved by the Shareholders, the following resolutions were taken:

First resolution:

It is resolved that the Shareholders waive their right to prior notice of the current meeting, acknowledge having been sufficiently informed of the agenda for the meeting, confirm that they consider the meeting validly convened and therefore agree to deliberate and vote upon all the items on the agenda. It is further resolved that all the relevant documentation has been put at the disposal of the Shareholders within a sufficient period of time in order to allow it to carefully examine each document.

Second resolution:

The Shareholders unanimously resolve to create ten new classes of shares, namely class A, class B, class C, class D, class E, class F, class G, class H, class I and class J shares, with a nominal value of EUR 0.01 (one Eurocent) each, having specific financial rights.

For this purpose, it is proposed to amend articles 5, 6, 15 and 16 as follows:

" Art. 5. Capital.

5.1. The share capital of the Company is set at EUR 12,500 (twelve thousand five hundred Euro) represented by 1,250,000 (one million two hundred fifty thousand) shares, with a nominal value of EUR 0.01 (one Eurocent), divided into (i) 1,250,000 (one million two hundred fifty thousand) ordinary shares (the "Ordinary Shares") and (ii) 10 (ten) classes of shares that the Company will issue and that will be classified as:

- class A shares (the "Class A Shares");
- class B shares (the "Class B Shares");
- class C shares (the "Class C Shares");
- class D shares (the "Class D Shares");
- class E shares (the "Class E Shares");
- class F shares (the "Class F Shares");
- class G shares (the "Class G Shares");
- class H shares (the "Class H Shares");
- class I shares (the "Class I Shares"); and
- class J shares (the "Class J Shares").

5.2. All the Class A Shares, the Class B Shares, the Class C Shares, the Class D Shares, the Class E Shares, the Class F Shares, the Class G Shares, the Class H Shares, the Class I Shares and the Class J Shares will be collectively referred to as the "Classes of Shares" as the case may be, or individually as a "Class of Shares". All the Ordinary Shares and the Classes of Shares will be collectively referred to as the "shares" as the case may be, or individually as a "share".

5.3. Any share premium paid on shares shall be attached to such shares and allocated to a specific share premium account dedicated to the shares (and the Classes of Shares, if any) concerned. Such share premium shall be exclusively reserved and reimbursed, to the benefit of the holder of such shares.

5.4. Each Class of Shares has the following features which mainly lead to the following economic rationale:

- the Class J Shares give right to the net profits and distributable amounts realized or accounted for by the Company as from the day of its incorporation until the earlier of (i) the redemption of the Class of J Shares or (ii) the distribution of profits as dividend in accordance with article 15 (the "First Dividend");

- the Class I Shares give right to the net profits and distributable amounts realized or accounted for by the Company as from the redemption of the Class J Shares or as from the First Dividend until the earlier of (i) the redemption of the said Class I shares or (ii) the distribution of profits as dividend in accordance with article 15 (the "Second Dividend");

- the Class H Shares give right to the net profits and distributable amounts realized or accounted for by the Company as from the redemption of the Class I Shares or as from the Second Dividend until the earlier of (i) the redemption of the said Class H shares or (ii) the distribution of profits as dividend in accordance with article 15 (the "Third Dividend");

- the Class G Shares give right to the net profits and distributable amounts realized or accounted for by the Company as from the redemption of the Class H Shares or as from the Third Dividend until the earlier of (i) the redemption of the said Class G shares or (ii) the distribution of profits as dividend in accordance with article 15 (the "Fourth Dividend");

- the Class F Shares give right to the net profits and distributable amounts realized or accounted for by the Company as from the redemption of the Class G Shares or as from the Fourth Dividend until the earlier of (i) the redemption of the said Class F shares or (ii) the distribution of profits as dividend in accordance with article 15 (the "Fifth Dividend");

- the Class E Shares give right to the net profits and distributable amounts realized or accounted for by the Company as from the redemption of the Class F Shares or as from the Fifth Dividend until the earlier of (i) the redemption of the said Class E shares or (ii) the distribution of profits as dividend in accordance with article 15 (the "Sixth Dividend");

- the Class D Shares give right to the net profits and distributable amounts realized or accounted for by the Company as from the redemption of the Class E Shares or as from the Sixth Dividend until the earlier of (i) the redemption of the said Class D shares or (ii) the distribution of profits as dividend in accordance with article 15 (the "Seventh Dividend");

- the Class C Shares give right to the net profits and distributable amounts realized or accounted for by the Company as from the redemption of the Class D Shares or as from the Seventh Dividend until the earlier of (i) the redemption of the said Class C shares or (ii) the distribution of profits as dividend in accordance with article 15 (the "Eighth Dividend");

- the Class B Shares give right to the net profits and distributable amounts realized or accounted for by the Company as from the redemption of the Class C Shares or as from the Eighth Dividend until the earlier of (i) the redemption of the said Class B shares or (ii) the distribution of profits as dividend in accordance with article 15 (the "Ninth Dividend");

- the Class A Shares give right to the net profits and distributable amounts realized or accounted for by the Company as from the redemption of the Class B Shares or as from the Ninth Dividend until the earlier of (i) the redemption of the said Class A shares or (ii) the distribution of profits as dividend in accordance with article 15.

5.5. The amount of the share capital of the Company may be increased or reduced by means of a resolution of the extraordinary general meeting of shareholders or of the sole shareholder (as the case may be) adopted under the conditions required for amendment of the Articles."

" Art. 6. Shares.

6.1. Each share entitles the holder to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

6.2. Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

6.3. Shares are freely transferable among shareholders or, if there is no more than one shareholder, to third parties.

If the Company has more than one shareholder, the transfer of shares to non-shareholders is subject to the prior approval of the general meeting of shareholders representing at least three quarters of the share capital of the Company.

A share transfer will only be binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

For all other matters, reference is being made to articles 189 and 190 of the Commercial Company Law (the "Law").

6.4. A shareholders' register will be kept at the registered office of the Company in accordance with the provisions of the Law and may be examined by each shareholder who so requests.

6.5. The Company shall have power to redeem one or more entire Class(es) of Shares through the redemption and cancellation of all the shares in issue in such Class(es) of Shares.

6.6. Such redeemed Class(es) of Shares shall be cancelled through a reduction of the share capital. The redemption and cancellation of shares shall (i) be made in reverse alphabetical order of the Classes of Shares in issuance (starting with Class J Shares) and (ii) always be made on all the shares of the Class of Shares concerned.

6.7. Such redemption of Class(es) of Shares shall be carried out by means of a resolution of an extraordinary general meeting of the shareholders or of the sole shareholder (as the case may be), adopted under the conditions required for amendment of the Articles.

6.8. In the event of a reduction of share capital through the repurchase and the cancellation of a Class of Shares (i) such Class of Shares gives right to the Total Cancellation Amount (as defined below) to the holders thereof pro rata to their holding in such class (with the limitation however to the Available Amount (as defined below)) and (ii) the holders of shares of the repurchased and cancelled Class of Shares shall receive from the Company an amount equal to the Cancellation Value Per Share (as defined below) for each share of the relevant Class of Shares held by them and cancelled.

6.9. Upon redemption and cancellation of the shares of the relevant Class of Shares, the Cancellation Value Per Share will become due and payable by the Company.

Available Amount means (i) the total amount of net profits of the Company, including profits made since the end of the last financial year, for which the annual accounts have been approved, increased by (ii) any freely distributable share premium attached to the Class of Shares to be cancelled and other freely distributable reserves including all funds available for distribution plus any profits carried forward and sums drawn from reserves available for this purpose, (iii) the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the Class of Shares to be cancelled, knowing that such amount to be distributed may not exceed the total available sums for distribution as calculated in accordance with Article 72-1 of the Law, but reduced by (i) any losses (including carried forward losses) and (ii) any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of the Law or of the Articles, each as set out in the relevant Interim Accounts (without for the avoidance of doubt, any double counting) so that:

$$AA = (NP + P + CR) - (L + LR)$$

Whereby:

AA = Available Amount

NP = net profits (including carried forward profits), including profits made since the end of the last financial year, for which the annual accounts have been approved

P = any freely distributable share premium and other freely distributable reserves

CR = the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the Class of Shares to be cancelled

L = losses (including carried forward losses)

LR = any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of Law or of the Articles.

Cancellation Value Per Share means the amount calculated by dividing the Total Cancellation Amount by the number of shares in issue in the Class of Shares to be repaid and cancelled.

Interim Accounts means the interim accounts of the Company as at the relevant Interim Accounts Date.

Interim Accounts Date means the date no earlier than 8 (eight) days before the date of the redemption and cancellation of the relevant Class of Shares.

Total Cancellation Amount shall be an amount determined by the sole manager or the managers (as the case may be), and approved by the general meeting of the shareholders or of the sole shareholder (as the case may be) on the basis of the relevant Interim Accounts. The Total Cancellation Amount for each Class of Shares shall be the Available Amount of such class as at the time of its cancellation. Nevertheless the sole manager or the managers (as the case may be) may provide for a Total Cancellation Amount different from the Available Amount provided however that (i) the Total Cancellation Amount shall never be higher than such Available Amount and shall never be lower than the sum of the net profits (including carried forward profits and profits made since the end of the last financial year, for which the annual accounts have been approved), any freely distributable share premium attached to the Class of Shares to be cancelled and other freely distributable reserves and the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the Class of Shares to be cancelled, after deduction of the losses (including carried forward losses) and any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of law or of the Articles, (ii) such different Total Cancellation Amount shall be notified by the the board of managers or the sole manager (as the case may be) to all the shareholders of the Company through written notice and that (iii) this Total Cancellation Amount has not been disputed in writing by any shareholder of the Company within 3 (three) days following receipt of the written notice from the board of managers or the sole manager (as the case may be).

6.10. Subject to the prior redemption of all Classes of Shares, the Company may redeem the Ordinary Shares.

6.11. The redemption of the Ordinary Shares shall be carried out by means of a resolution of an extraordinary general meeting of the shareholders or of the sole shareholder (as the case may be), adopted under the conditions required for amendment of the Articles.

6.12. However, If the redemption price for the Ordinary Shares is in excess of the par value of the Ordinary Shares to be redeemed, such redemption may only be decided to the extent that the excess purchase price does not exceed the total

profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, plus any profits carried forward and sums drawn from reserves available for this purpose, less losses carried forward and any sums to be placed to reserve pursuant to the requirements of the Law or of the Articles.

6.13. Such redeemed Ordinary Shares shall be cancelled by reduction of the share capital."

" Art. 15. Allocation of Profits.

15.1. The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortisations, charges and provisions represents the net profit of the Company.

15.2. Every year 5% (five percent) of the net profit will be transferred to the statutory reserve.

15.3. This deduction ceases to be compulsory when the statutory reserve amounts to one tenth of the issued share capital, as decreased or increased from time to time, but shall again become compulsory if the statutory reserve falls below such one tenth.

15.4. After allocation to the legal reserve, the general meeting of shareholders at the majority vote determined by the Law or the sole shareholder (as the case may be) shall determine how the remainder of the annual net profits will be disposed of by allocating the whole or part of the remainder to a reserve or to a provision, by carrying it forward to the next following financial year or by distributing it, together with carried forward profits, distributable reserves or share premium to the Shareholder(s).

15.5. In any year, in which the Company resolves to make dividend distributions, drawn from net profits and from available reserves derived from retained earnings, and/or any share premium, the amount allocated to this effect shall be distributed in the following order of priority:

- First, the holders of the Ordinary Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of one per cent (1%) of the par value of the Ordinary Shares held by them, then,
- the holders of Class A Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point ninety per cent (0.90%) of the par value of the Class A Shares held by them, then,
- the holders of Class B Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point eighty per cent (0.80%) of the par value of the Class B Shares held by them, then,
- the holders of Class C Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point seventy per cent (0.70%) of the par value of the Class C Shares held by them, then,
- the holders of Class D Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point sixty per cent (0.60%) of the par value of the Class D Shares held by them, then,
- the holders of Class E Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point fifty per cent (0.50%) of the par value of the Class E Shares held by them, then,
- the holders of Class F Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point forty per cent (0.40%) of the par value of the Class F Shares held by them, then,
- the holders of Class G Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point thirty per cent (0.30%) of the par value of the Class G Shares held by them, then
- the holders of Class H Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point twenty per cent (0.20%) of the par value of the Class H Shares held by them, then,
- the holders of Class I Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point ten per cent (0.10%) of the par value of the Class I Shares held by them, then,
- the holders of Class J Shares shall be entitled to receive the remainder of any dividend distribution.

15.6. Upon a dividend distribution, the then last outstanding Class of Shares (in reverse alphabetical order) shall be redeemed and cancelled until only Ordinary Shares are outstanding in which case this rule shall not apply.

15.7. Should a whole outstanding class of Shares (by reverse alphabetical order, e.g. Class J Shares) have been cancelled following its redemption, repurchase or otherwise at the time of the distribution, the remainder of any dividend distribution shall then be added to the preceding outstanding class of Shares in the reverse alphabetical order (e.g. Class I Shares).

15.8. In case all the Classes of Shares have been redeemed, then an annual dividend is allocated equally to all Ordinary Shares.

15.9. The board of managers or the sole manager (as the case may be), may decide to pay interim dividends in accordance with the provisions set forth hereafter before the end of the current financial year, on the basis of a statement of accounts prepared by the board of managers or the sole manager (as the case may be), and showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last financial year, increased by profits carried forward and available reserves, less losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established according to the Law or the Articles.

15.10. Any payment of interim dividend shall only be made in accordance with the rules set out in this article 15.

15.11. In case all the Classes of Shares have been redeemed, then an interim dividend is allocated equally to all Ordinary Shares."

"VI. Dissolution - Liquidation

16.1. The general meeting of shareholders with the consent of at least half of the shareholders holding three quarters of the share capital shall appoint one or more liquidator(s), physical or legal person(s) and determine the method of liquidation, the powers of the liquidator(s) and their remuneration.

16.2. When the liquidation of the Company is closed, the liquidation proceeds of the Company will be allocated to the shareholders in accordance with the rules set out in article 15."

Third resolution:

The Shareholders unanimously resolve to increase the share capital of the Company by an amount of EUR 50,000 (fifty-thousand Euros) so as to raise it from its current amount of EUR 12,500 (twelve thousand five hundred Euros) to EUR 62,500 (sixty-two thousand five hundred Euros) by the issuance of 500,000 (five hundred thousand) class A shares; 500,000 (five hundred thousand) class B shares; 500,000 (five hundred thousand) class C shares; 500,000 (five hundred thousand) class D shares; 500,000 (five hundred thousand) class E shares; 500,000 (five hundred thousand) class F shares; 500,000 (five hundred thousand) class G shares; 500,000 (five hundred thousand) class H shares; 500,000 (five hundred thousand) class I shares and 500,000 (five hundred thousand) class J shares with a nominal value of EUR 0.01 (one Euro cent) each (the "New Shares"), the whole to be paid up through contributions in kind made by the Shareholders as further described below.

Fourth resolution:

The Shareholders unanimously resolved to accept the subscription and the payment by the Shareholders of the New Shares through the contributions in kind as detailed below.

Intervention - Subscription - Payment

Thereupon intervene the Shareholders, hereby represented by Mrs. Sofia Afonso-Da Chao Conde, prenamed, by virtue of a proxies given under private seal and declare to subscribe to the New Shares as follows:

	Henley	OCM
Number of Class A shares	105,260	394,740
Number of Class B shares	105,260	394,740
Number of Class C shares	105,260	394,740
Number of Class D shares	105,260	394,740
Number of Class E shares	105,260	394,740
Number of Class F shares	105,260	394,740
Number of Class G shares	105,260	394,740
Number of Class H shares	105,260	394,740
Number of Class I shares	105,260	394,740
Number of Class J shares	105,260	394,740

The New Shares have been fully paid up by the Shareholders through contributions in kind as described below.

Description of the contributions

The contributions made by the Shareholders, in exchange for the issuance of the New Shares are composed of (i) a receivable in a total amount of EUR 10,526 (ten thousand five hundred twenty-six Euro) (the "Henley Contribution") and (ii) a receivable in a total amount of EUR 39,474 (thirty-nine thousand four hundred seventy-four Euro) (the "OCM Contribution" and together with the Henley Contribution the "Contributions").

Valuation

The value of the Contributions amounts to EUR 50,000 (fifty thousand Euro).

Such valuation has been approved by the managers of the Company pursuant to a statement of contribution value dated 16 February 2016, which shall remain annexed to this deed to be submitted with it to the formality of registration.

Evidence of the contributions' existence

Proof of the Contributions' existence has been given to the Company.

Managers' intervention

Thereupon intervene:

- Mr. Andrej Grossmann, professionally residing at 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange;
- Mr. Martin Wolfgang Eckel, professionally residing at 26, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg;
- Mr. Paul Lawrence, professionally residing at 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg; and
- Mr. Mark Clive Hulbert, professionally residing at 27, Knightsbridge, GB - SW1X 7LY London,

all represented here by Mrs. Sofia Afonso-Da Chao Conde, prenamed, by virtue of a proxy contained in the above statement of contribution value.

Acknowledging having been previously informed of the extent of their responsibility, legally bound as managers of the Company by reason of the Contributions, expressly agree with the description of the Contributions, with their valuation, and confirm the validity of the subscription and payment.

Fifth resolution:

As a consequence of the foregoing statements and resolutions, the shareholding of the Company is now composed of:

- Henley 360 504H3B Limited: 263,125 (two hundred sixty-three thousand one hundred twenty-five) ordinary shares; 105,260 (one hundred five thousand two hundred sixty) class A shares; 105,260 (one hundred five thousand two hundred sixty) class B shares; 105,260 (one hundred five thousand two hundred sixty) class C shares; 105,260 (one hundred five thousand two hundred sixty) class D shares; 105,260 (one hundred five thousand two hundred sixty) class E shares; 105,260 (one hundred five thousand two hundred sixty) class F shares; 105,260 (one hundred five thousand two hundred sixty) class G shares; 105,260 (one hundred five thousand two hundred sixty) class H shares; 105,260 (one hundred five thousand two hundred sixty) class I shares and 105,260 (one hundred five thousand two hundred sixty) class J shares with a nominal value of EUR 0.01 (one Eurocent) each; and

- OCM Henley Holdings S.à r.l.: 986,875 (nine hundred eighty-six thousand eight hundred seventy-five) ordinary shares; 394,740 (three hundred ninety-four thousand seven hundred forty) class A shares; 394,740 (three hundred ninety-four thousand seven hundred forty) class C shares; 394,740 (three hundred ninety-four thousand seven hundred forty) class D shares; 394,740 (three hundred ninety-four thousand seven hundred forty) class E shares; 394,740 (three hundred ninety-four thousand seven hundred forty) class F shares; 394,740 (three hundred ninety-four thousand seven hundred forty) class G shares; 394,740 (three hundred ninety-four thousand seven hundred forty) class H shares; 394,740 (three hundred ninety-four thousand seven hundred forty) class I shares and 394,740 (three hundred ninety-four thousand seven hundred forty) class J shares with a nominal value of EUR 0.01 (one Eurocent) each.

The notary acts that the 6,250,000 (sixty million two hundred fifty thousand) shares, representing the whole share capital of the Company, are represented so that the meeting can validly decide on the resolution to be taken below.

Sixth resolution:

Further to the foregoing statements and resolutions, it is resolved to amend the first paragraph of article 5 of the articles of association of the Company, so as to read as follows:

" **5.1.** The share capital of the Company is set at EUR 62,500 (sixty-two thousand five hundred Euro) represented by 6,250,000 (six million two hundred fifty thousand) shares, having a par value of EUR 0.01 (one Euro cent) each, divided into (i) 1,250,000 (one million two hundred fifty thousand) ordinary shares (the "Ordinary Shares") and (ii) 10 (ten) classes of shares as follows:

- 500,000 (five hundred thousand) class A shares (the "Class A Shares");
- 500,000 (five hundred thousand) class B shares (the "Class B Shares");
- 500,000 (five hundred thousand) class C shares (the "Class C Shares");
- 500,000 (five hundred thousand) class D shares (the "Class D Shares");
- 500,000 (five hundred thousand) class E shares (the "Class E Shares");
- 500,000 (five hundred thousand) class F shares (the "Class F Shares");
- 500,000 (five hundred thousand) class G shares (the "Class G Shares");
- 500,000 (five hundred thousand) class H shares (the "Class H Shares");
- 500,000 (five hundred thousand) class I shares (the "Class I Shares"); and
- 500,000 (five hundred thousand) class J shares (the "Class J Shares")."

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

Whereof the present notary deed was drawn up in Pétange on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy holder, having signed together with us, the notary, the present original deed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing persons and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille seize, le seizième jour du mois de février.

Par-devant Maître Jacques Kessler, notaire établi à Pétange, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

Ont comparu:

Henley 360 504H3B Limited, une société à responsabilité limitée régie par les lois de l'île de Man, ayant son siège social sis à International House, Castle Hill, Victoria Road, Douglas, Isle of Man, IM2 4RB, enregistrée auprès du Registre des Sociétés de l'île de Man sous le numéro 012704V ("Henley"); et

OCM Henley Holdings S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social sis au 26 A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg ("R.C.S. Luxembourg") sous le numéro B 200.634 ("OCM" et conjointement avec Henley les "Associés"),

dûment représentées par Mme Sofia Afonso-Da Chao Conde, clerc de notaire, résidant professionnellement au 13, route de Luxembourg, L-4761 Pétange, en vertu de procurations données sous seing privé.

Lesdites procurations, paraphées «ne varietur» par le mandataire agissant au nom des parties comparantes et le notaire soussigné, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec celui-ci aux formalités d'enregistrement.

Les parties comparantes, ainsi représentées, ont requis le notaire d'acter ce qui suit:

I.- Les parties comparantes sont les associés de Henley 360 504H2 S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social sis au 26A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 199.324 (la "Société"), constituée par acte notarié dressé par Maître Marc Lecuit, notaire résidant à Mersch, Grand-Duché de Luxembourg, le 4 août 2005, publié au "Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations" numéro 2736 en date du 5 octobre 2015. Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois par acte notarié du notaire soussigné en date du 25 novembre 2015.

II.- Les 1.250.000 (un million, deux cent cinquante mille) parts sociales d'une valeur nominale de 0,01 EUR (un centime d'Euro) chacune, représentant l'intégralité du capital social de la Société, sont représentées de sorte que l'assemblée peut valablement se prononcer sur tous les points figurant à l'ordre du jour dont les Associés reconnaissent expressément avoir été dûment informés préalablement.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Agenda

1. Renonciation au droit de convocation

2. Modification des articles 5,6, 15 et 16 des statuts de la Société;

3. Approbation de l'augmentation du capital social de la Société d'un montant de 50.000 EUR (cinquante mille Euro) afin de le porter de son montant actuel de 12.500 EUR (douze mille cinq cent Euro) à 62.500 EUR (soixante-deux mille cinq cent Euro) par l'émission de 500.000 (cinq cent mille) parts sociales de classe A; 500.000 (cinq cent mille) parts sociales de classe B; 500.000 (cinq cent mille) parts sociales de classe C; 500.000 (cinq cent mille) parts sociales de classe D; 500.000 (cinq cent mille) parts sociales de classe E; 500.000 (cinq cent mille) parts sociales de classe F; 500.000 (cinq cent mille) parts sociales de classe G; 500.000 (cinq cent mille) parts sociales de classe H; 500.000 (cinq cent mille) parts sociales de classe I et 500.000 (cinq cent mille) parts sociales de classe J, ayant chacune une valeur nominale de 0.01 EUR (un centime d'Euro), le tout sera payé par des apports en nature à faire par les associés à la Société.

4. Souscription et paiement par les associés des parts sociales nouvellement émises par voie d'apports en nature;

5. Nouvelle composition de l'actionnariat de la Société;

6. Modification du premier paragraphe de l'article 5 des statuts de la Société; et

7. Divers.

Suite à l'approbation de ce qui précède par les Associés, les résolutions suivantes ont été adoptées:

Première résolution:

Il est décidé que les Associés renoncent à leur droit de recevoir la convocation préalable à la présente assemblée; les Associés reconnaissent avoir été suffisamment informés de l'ordre du jour et considèrent avoir été valablement convoqués et, en conséquence, acceptent de délibérer et de voter sur tous les points figurant à l'ordre du jour. Il est en outre déclaré que toute la documentation pertinente a été mise à la disposition des Associés dans un délai suffisant afin de leur permettre un examen attentif de chaque document.

Deuxième résolution:

Les Associés ont unanimement décidé de créer dix nouvelles classes de parts sociales, à savoir la classe A, la classe B, la classe C, la classe D, la classe E, la classe F, la classe G, la classe H, la classe I ainsi que la classe J, chaque part sociale ayant une valeur nominale de 0.01 EUR (un centime d'Euro), et disposant de droits financiers spécifiques.

A cet égard, il est proposé de modifier les articles 5, 6, 15 et 16 des Statuts comme suit:

" Art. 5. Capital.

5.1. Le capital social de la Société est fixé à 12.500 EUR (douze mille cinq cent Euro) représenté par 1.250.000 (un million deux cent cinquante mille) parts sociales, ayant une valeur nominale de 0,01 EUR (un centime d'Euro), divisé en (i) 1.250.000 (un million deux cent cinquante mille) parts sociales ordinaires (les "Parts Sociales Ordinaires") et (ii) 10 (dix) classes de parts sociales que la Société va émettre et qui seront classées comme suit:

- parts sociales de classe A (les "Parts Sociales de Classe A");

- parts sociales de classe B (les "Parts Sociales de Classe B");
- parts sociales de classe C (les "Parts Sociales de Classe C");
- parts sociales de classe D (les "Parts Sociales de Classe D");
- parts sociales de classe E (les "Parts Sociales de Classe E");
- parts sociales de classe F (les "Parts Sociales de Classe F");
- parts sociales de classe G (les "Parts Sociales de Classe G");
- parts sociales de classe H (les "Parts Sociales de Classe H");
- parts sociales de classe I (les "Parts Sociales de Classe I"); et
- parts sociales de classe J (les "Parts Sociales de Classe J");

5.2 Toutes les Parts Sociales de Classe A, les Parts Sociales de Classe B, les Parts Sociales de Classe C, les Parts Sociales de Classe D, les Parts Sociales de Classe E, les Parts Sociales de Classe F, les Parts Sociales de Classe G, les Parts Sociales de Classe H, les Parts Sociales de Classe I et les Parts sociales de classe J seront désignées collectivement les "Classes de Parts Sociales") le cas échéant, ou individuellement une "Classe de Parts Sociales". L'ensemble des Parts Sociales Ordinaires et des Classes de Parts Sociales seront collectivement désignées comme les "parts sociales" le cas échéant, ou individuellement une "part sociale".

5.3 Toute prime d'émission payée pour des parts sociales devra être attachée à ces parts sociales et allouée à un compte spécial de prime d'émission dédié aux parts sociales (et aux Classes de Parts Sociales, s'il y a lieu) concernées. Ladite prime d'émission sera exclusivement mise en réserve et remboursée au bénéfice des détenteurs de ces parts sociales.

5.4 Chaque Classe de Parts Sociales a les caractéristiques suivantes qui impliquent principalement la logique économique suivante:

- Les Parts Sociales de Classe J donnent droit aux bénéfices nets et aux montants distribuables réalisés ou comptabilités par la Société depuis le jour de sa constitution jusqu'au plus tôt (i) du rachat desdites Parts Sociales de Classe J ou (ii) de la distribution des bénéfices comme dividende conformément à l'article 15 (le "Premier Dividende");

- Les Parts Sociales de Classe I donnent droit aux bénéfices nets et aux montants distribuables réalisés ou comptabilités par la Société depuis le jour du rachat des Parts Sociales de Classe J ou depuis le Premier Dividende jusqu'au plus tôt (i) du rachat desdites Parts Sociales de Classe I ou (ii) de la distribution des bénéfices comme dividende conformément à l'article 15 (le "Deuxième Dividende");

- Les Parts Sociales de Classe H donnent droit aux bénéfices nets et aux montants distribuables réalisés ou comptabilités par la Société depuis le jour du rachat desdites Parts Sociales de Classe I ou depuis le Deuxième Dividende jusqu'au plus tôt (i) du rachat des Parts Sociales de Classe H ou (ii) de la distribution des bénéfices comme dividende conformément à l'article 15 (le "Troisième Dividende");

- Les Parts Sociales de Classe G donnent droit aux bénéfices nets et aux montants distribuables réalisés ou comptabilités par la Société depuis le jour du rachat des Parts Sociales de Classe H ou depuis le Troisième Dividende jusqu'au plus tôt (i) du rachat desdites Parts Sociales de Classe G ou (ii) de la distribution des bénéfices comme dividende conformément à l'article 15 (le "Quatrième Dividende");

- Les Parts Sociales de Classe F donnent droit aux bénéfices nets et aux montants distribuables réalisés ou comptabilités par la Société depuis le jour du rachat des Parts Sociales de Classe G ou depuis le Quatrième Dividende jusqu'au plus tôt (i) du rachat desdites Parts Sociales de Classe F ou (ii) de la distribution des bénéfices comme dividende conformément à l'article 15 (le "Cinquième Dividende");

- Les Parts Sociales de Classe E donnent droit aux bénéfices nets et aux montants distribuables réalisés ou comptabilités par la Société depuis le jour du rachat des Parts Sociales de Classe F ou depuis le Cinquième Dividende jusqu'au plus tôt (i) du rachat desdites Parts Sociales de Classe E ou (ii) de la distribution des bénéfices comme dividende conformément à l'article 15 (le "Sixième Dividende");

- Les Parts Sociales de Classe D donnent droit aux bénéfices nets et aux montants distribuables réalisés ou comptabilités par la Société depuis le jour du rachat des Parts Sociales de Classe E ou depuis le Sixième Dividende jusqu'au plus tôt (i) du rachat desdites Parts Sociales de Classe D ou (ii) de la distribution des bénéfices comme dividende conformément à l'article 15 (le "Septième Dividende");

- Les Parts Sociales de Classe C donnent droit aux bénéfices nets et aux montants distribuables réalisés ou comptabilités par la Société depuis le jour du rachat des Parts Sociales de Classe D ou depuis le Septième Dividende jusqu'au plus tôt (i) du rachat desdites Parts Sociales de Classe C ou (ii) de la distribution des bénéfices comme dividende conformément à l'article 15 (le "Huitième Dividende");

- Les Parts Sociales de Classe B donnent droit aux bénéfices nets et aux montants distribuables réalisés ou comptabilités par la Société depuis le jour du rachat des Parts Sociales de Classe C ou depuis le Huitième Dividende jusqu'au plus tôt (i) du rachat desdites Parts Sociales de Classe B ou (ii) de la distribution des bénéfices comme dividende conformément à l'article 15 (le "Neuvième Dividende");

- Les Parts Sociales de Classe A donnent droit aux bénéfices nets et aux montants distribuables réalisés ou comptabilités par la Société depuis le jour du rachat des Parts Sociales de Classe B ou depuis le Neuvième Dividende jusqu'au plus tôt

(i) du rachat desdites Parts Sociales de Classe A ou (ii) de la distribution des bénéfices comme dividende conformément à l'article 15.

5.5. Le montant du capital social de la Société peut être augmenté ou diminué par une résolution de l'assemblée générale extraordinaire des associés ou de l'associé unique (le cas échéant) adoptée dans les conditions nécessaires à la modification des Statuts."

" Art. 6. Parts sociales.

6.1. Chaque part sociale donne droit à son détenteur à une fraction des biens et profits de la Société en proportion directe avec le nombre de parts sociales existantes.

6.2. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société, qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. Les copropriétaires doivent désigner une seule personne comme leur représentant à l'égard de la Société.

6.3. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés ou, s'il n'y a pas plus d'un associé, à des tierces personnes.

Si la Société a plus d'un associé, les parts sociales ne pourront être transférées à de tierces personnes non associés sans l'accord préalable des associés par décision prise en assemblée générale représentant au moins les trois quarts du capital social.

Un transfert de parts sociales ne sera opposable à la Société et aux tiers qu'après notification à, ou acceptation par, la Société conformément aux dispositions de l'article 1690 du Code Civil.

Pour le reste, il est référé aux dispositions des articles 189 et 190 de la Loi concernant les Sociétés Commerciales (la "Loi").

6.4. Un registre des actionnaires sera conservé au siège social de la Société conformément aux dispositions de la Loi et pourra être examiné par chaque associé qui en formule la demande.

6.5. La Société a le pouvoir de racheter l'intégralité d'une ou de plusieurs Classe(s) de Parts Sociales au moyen du rachat et de l'annulation de toutes les parts sociales existantes dans cette Classe(s) de Parts Sociales.

6.6. Une(De) telle(s) Classe(s) de Parts Sociales rachetée(s) sera(ont) annulée(s) au moyen d'une réduction du capital social. Le rachat et l'annulation des parts sociales (i) seront fait dans l'ordre alphabétique inversé des Classes de Parts Sociales émises (en commençant par les Parts Sociales de Classe J) et (ii) porteront toujours sur l'intégralité des parts sociales de la Classe de Parts Sociales concernée.

6.7. Un(De) tel(s) rachat(s) de Classe(s) de Parts Sociales sera(ont) décidé(s) par une résolution de l'assemblée générale extraordinaire des associés ou de l'associé unique (selon le cas), adoptée dans les conditions requises pour la modification des Statuts.

6.8. En cas de réduction du capital social par le rachat et l'annulation d'une Classe de Parts Sociales (i) cette Classe de Parts Sociales donnera droit au Montant Total d'Annulation (tel que défini ci-dessous) aux détenteurs au prorata de leur détention dans une telle classe (limité toutefois au Montant Disponible (tel que défini ci-dessous)) et (ii) les détenteurs de parts sociales de la Classe de Parts Sociales rachetée et annulée recevront de la Société un montant égal à la Valeur d'Annulation par Part Sociale (telle que définie ci-dessous) pour chaque part sociale de la Classe de Parts Sociales correspondante détenue par eux et annulée.

6.9. En cas de rachat et d'annulation des parts sociales de la Classe de Parts Sociales correspondante, la Valeur d'Annulation par Part Sociale deviendra due et payable par la Société.

Montant Disponible

Signifie (i) le montant total des bénéfices nets de la Société, incluant les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social pour lequel les comptes annuels ont été approuvés, augmenté de (ii) toute prime d'émissions allouée attachée à la Classe de Parts Sociales devant être annulée et librement distribuable, ainsi que toute autre réserve distribuable incluant tous les fonds disponibles pour la distribution ainsi que tous bénéfices reportés et prélèvement effectués sur les réserves disponibles à cet effet, (ii) le montant de la réduction du capital social et de la réduction de la réserve légale en relation avec la/les Classe(s) de Parts Sociales devant être annulée(s), sachant que le montant à distribuer ne peut excéder la totalité des sommes disponibles pour la distribution telle que calculée conformément à l'article 72-1 de la Loi, mais diminué de (i) toutes pertes (incluant les pertes reportées) et (ii) toutes sommes à porter en réserve(s) en vertu d'une obligation de la Loi ou des Statuts, tel que décrits dans les Comptes Intérimaires afférents (pour lever tout doute, sans double compte) de sorte que:

$$MD = (BN + R + RC) - (P + RL)$$

où:

MD = Montant Disponible

BN = bénéfices nets (incluant les profits reportés), incluant les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social pour lequel les comptes annuels ont été approuvés

R = toute rime d'émission librement distribuable allouée à la Classe de Parts Sociales, ainsi que toute prime d'émission librement distribuable et autres réserves distribuables.

RC = montant de la réduction de capital social et de la réduction de la réserve légale en relation avec la Classe de Parts Sociales devant être annulée

P = pertes (incluant les pertes reportées)

	RL = toutes sommes qui devront être placées en réserve(s) suivant les exigences de la loi ou des Statuts.
Valeur d'Annulation par Part Sociale	Sera un montant calculé en divisant le Montant Total d'Annulation par le nombre de parts sociales émises dans la Classe de Parts Sociales devant être rachetée et annulée.
Montant Total d'Annulation	Sera un montant déterminé par le conseil de gérance ou le gérant unique (selon le cas) et approuvé par l'assemblée générale des associés ou l'associé unique (selon le cas) sur la base des Comptes Intérimaires afférents. Le Montant Total d'Annulation pour chaque Classe de Parts Sociales sera le Montant Disponible de ladite classe au moment de son annulation. Néanmoins, les gérants ou le gérant unique (selon le cas) peut/peuvent déterminer un Montant Total d'Annulation différent du Montant Disponible à condition que (i) le Montant Total d'Annulation ne soit jamais supérieur au Montant Disponible et jamais inférieur à la somme des bénéfices nets (incluant les profits reportés à nouveau et les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social pour lequel les comptes annuels ont été approuvés), toute autre réserve librement distribuable et le montant de la réduction du capital social et de la réduction de la Prime d'Emission Allouée attachée à la Classe de Parts Sociales à annuler et la réduction de la réserve légale relative à la Classe de Parts Sociales devant être annulée, après déduction des pertes (incluant les pertes reportées), et toute somme devant être placée en réserve(s) suivant les exigences de la Loi ou des statuts (ii) ce Montant Total d'Annulation différent soit notifié par le conseil de gérance ou le gérant unique (selon le cas) à tous les associés de la Société par notification écrite et que (iii) ce Montant Total d'Annulation n'ait pas été contesté par écrit par un associé de la Société dans les 3 (trois) jours suivant la réception de cette notification écrite du conseil de gérance ou du gérant unique (selon le cas).
Comptes Intérimaires	Signifie les comptes intérimaires de la Société à la Date des Comptes Intérimaires correspondants.
Date des Comptes Intérimaire	Signifie la date qui n'est pas inférieure à huit (8) jours avant la date de rachat et d'annulation de la Classe de Parts Sociales concernée.

6.10. Moyennant le rachat préalable de l'ensemble des Classes de Parts Sociales, la Société peut racheter les Parts Sociales Ordinaires.

6.11. Le rachat des Parts Sociales Ordinaires sera décidé par une résolution prise par l'assemblée générale extraordinaire des associés ou par l'associé unique (selon le cas), adoptée dans les conditions requises pour la modification des Statuts.

6.12. Toutefois, si le prix de rachat des Parts Sociales Ordinaires excède le pair comptable des Parts Sociales Ordinaires devant être rachetées, ce rachat pourra seulement être décidé dans la mesure où le prix de rachat excédentaire n'excède pas le total des profits réalisés depuis la clôture du dernier exercice social pour lequel les comptes annuels ont été approuvés, augmenté de tous profits reportés et sommes prélevées sur les réserves disponibles à cette fin, diminué des pertes reportées et de toutes sommes devant être placées en réserve en vertu des obligations de la Loi ou des Statuts.

6.13. De telles Parts Sociales Ordinaires rachetées seront annulées par réduction du capital social."

" Art. 15. Partage des bénéfices.

15.1 Le solde créditeur du compte des profits et pertes, après déduction des dépenses, coûts, amortissements, charges et provisions représente le bénéfice net de la Société.

15.2. Chaque année, 5% (cinq pourcents) du bénéfice net sera transféré à la réserve légale.

15.3 Ces prélèvements cesseront d'être obligatoires lorsque la réserve légale aura atteint un dixième du capital social souscrit tel que réduit ou augmenté de temps à autre, mais redeviendront obligatoires si la réserve légale tombe en deçà de ce seuil d'un dixième.

15.4. A l'issue de l'affectation à la réserve légale, l'assemblée générale des associés à la majorité des voix déterminée par la Loi ou l'associé unique (selon le cas) décidera de l'affectation du solde restant du bénéfice net annuel en allouant tout ou partie du solde restant à une réserve ou une provision, en reportant à nouveau cette somme sur l'exercice social suivant ou en la distribuant, avec les bénéfices reportés, les réserves distribuables ou la prime d'émission à/aux (l') Associé(s).

15.5. Pour tout exercice au cours duquel la Société décide de distribuer des dividendes prélevés sur les bénéfices nets et les réserves disponibles résultant des résultats mis en réserve, et/ou la prime d'émission, le montant affecté à ce titre sera distribué selon l'ordre de priorité suivant:

- Premièrement, les détenteurs des Parts Sociales Ordinaires seront habilités à recevoir des distributions de dividendes pour l'exercice en question, à hauteur d'un pour cent (1%) du pair comptable des Parts Sociales Ordinaires qu'ils détiennent, ensuite,

- les détenteurs des Parts Sociales de Classe A seront habilités à recevoir des distributions de dividendes pour l'exercice en question, à hauteur de zéro virgule quatre-vingt-dix (0,90%) du pair comptable des Parts Sociales de Classe A qu'ils détiennent, ensuite,

- les détenteurs des Parts Sociales de Classe B seront habilités à recevoir des distributions de dividendes pour l'exercice en question, à hauteur de zéro virgule quatre-vingt pour cent (0,80%) du pair comptable des Parts Sociales de Classe B qu'ils détiennent, ensuite,

- les détenteurs des Parts Sociales de Classe C seront habilités à recevoir des distributions de dividendes pour l'exercice en question, à hauteur de zéro virgule soixante-dix pour cent (0,70%) du pair comptable des Parts Sociales de Classe C qu'ils détiennent, ensuite,

- les détenteurs des Parts Sociales de Classe D seront habilités à recevoir des distributions de dividendes pour l'exercice en question, à hauteur de zéro virgule soixante pour cent (0,60%) du pair comptable des Parts Sociales de Classe D qu'ils détiennent, ensuite,

- les détenteurs des Parts Sociales de Classe E seront habilités à recevoir des distributions de dividendes pour l'exercice en question, à hauteur de zéro virgule cinquante pour cent (0,50%) du pair comptable des Parts Sociales de Classe E qu'ils détiennent, ensuite,

- les détenteurs des Parts Sociales de Classe F seront habilités à recevoir des distributions de dividendes pour l'exercice en question, à hauteur de zéro virgule quarante pour cent (0,40%) du pair comptable des Parts Sociales de Classe F qu'ils détiennent, ensuite,

- les détenteurs des Parts Sociales de Classe G seront habilités à recevoir des distributions de dividendes pour l'exercice en question, à hauteur de zéro virgule trente pour cent (0,30%) du pair comptable des Parts Sociales de Classe G qu'ils détiennent, ensuite

- les détenteurs des Parts Sociales de Classe H seront habilités à recevoir des distributions de dividendes pour l'exercice en question, à hauteur de zéro virgule vingt pour cent (0,20%) du pair comptable des Parts Sociales de Classe H qu'ils détiennent, ensuite,

- les détenteurs des Parts Sociales de Classe I seront habilités à recevoir des distributions de dividendes pour l'exercice en question, à hauteur de zéro virgule dix pour cent (0,10%) du pair comptable des Parts Sociales de Classe I qu'ils détiennent, ensuite,

- les détenteurs des Parts Sociales de Classe J seront habilités à recevoir le solde restant de toute distribution de dividendes.

15.6. Lorsqu'a lieu une distribution de dividendes, la dernière Classe de Parts Sociales en circulation à ce moment (dans l'ordre alphabétique inversé) sera rachetée et annulée jusqu'à ce que seules les Parts Sociales Ordinaires soient en circulation, auquel cas cette règle ne s'appliquera pas.

15.7. Dans l'hypothèse où la totalité d'une Classe de Parts Sociales en circulation (par ordre alphabétique inversé, e.g. Classe de Parts Sociales J) aurait été annulée suite à son rachat ou à un autre titre au moment de la distribution, le solde restant de toute distribution de dividendes sera affecté à la dernière classe de Parts Sociales en circulation qui précède dans l'ordre alphabétique inversé (e.g. la Classe de Parts Sociales I).

15.8. Dans le cas où toutes les Classes de Parts Sociales ont été rachetées, alors un dividende annuel est alloué de manière égalitaire à toutes les Parts Sociales Ordinaires.

15.9. Le conseil de gérance ou le gérant unique (selon le cas), peut décider de payer des acomptes sur dividendes en accord avec les dispositions établies ci-après, avant la fin de l'année sociale en cours, sur base d'un état comptable préparé par le conseil de gérance ou le gérant unique (selon le cas), desquels il devra ressortir que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice social augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à porter en réserve en vertu de la Loi ou des Statuts.

15.10. Tout paiement d'acompte sur dividendes devra être effectué conformément aux dispositions de l'article 15.

15.11. Dans le cas où toutes les Classes de Parts Sociales ont été rachetées, alors un acompte sur dividendes est alloué de manière égale à toutes les Parts Sociales Ordinaires."

"VI. Dissolution - Liquidation

16.1. L'assemblée générale des associés, avec le consentement d'au moins la moitié des associés représentant les trois-quarts du capital social, nommera un ou plusieurs liquidateur(s), personne(s) physique(s) ou morale(s), et déterminera la méthode de liquidation, les pouvoirs du(des) liquidateur(s) et sa/leur rémunération.

16.2. La liquidation terminée, les avoirs de la Société seront attribués aux associés conformément aux dispositions de l'article 15."

Troisième résolution:

Les Associés ont décidé à l'unanimité d'augmenter le capital social de la Société, d'un montant de 50.000 EUR (cinquante mille Euro) afin de le porter de son montant actuel de 12.500 EUR (douze mille cinq cent Euro) à 62.500 EUR (soixante-deux mille cinq cent Euro) par l'émission de 500.000 (cinq cent mille) Parts Sociales de Classe A, 500.000 (cinq cent mille) Parts Sociales de Classe B, 500.000 (cinq cent mille) Parts Sociales de Classe C, 500.000 (cinq cent mille) Parts Sociales de Classe D, 500.000 (cinq cent mille) Parts Sociales de Classe E, 500.000 (cinq cent mille) Parts Sociales de Classe F, 500.000 (cinq cent mille) Parts Sociales de Classe G, 500.000 (cinq cent mille) Parts Sociales de Classe H, 500.000 (cinq

cent mille) Parts Sociales de Classe I et 500.000 (cinq cent mille) Parts Sociales de Classe J, ayant une valeur nominale de 0,01 EUR (un centime d'Euro) chacune (les "Nouvelles Parts Sociales"); le tout sera payé par des apports en nature des Associés comme décrit ci-après.

Quatrième résolution:

Les Associés ont décidé à l'unanimité d'accepter la souscription et le paiement des Nouvelles Parts Sociales par les Associés sous la forme des apports en nature comme expliqué ci-après.

Intervention - Souscription - Paiement

A ce sujet interviennent les Associés, ici représentés par Mme Sofia Afonso-Da Chao Conde, ci-avant présentée, en vertu de procurations données sous seing privé, et déclarent souscrire aux Nouvelles Parts Sociales comme suit:

	Henley	OCM
Nombre de Parts Sociales de Classe A	105,260	394,740
Nombre de Parts Sociales de Classe B	105,260	394,740
Nombre de Parts Sociales de Classe C	105,260	394,740
Nombre de Parts Sociales de Classe D	105,260	394,740
Nombre de Parts Sociales de Classe E	105,260	394,740
Nombre de Parts Sociales de Classe F	105,260	394,740
Nombre de Parts Sociales de Classe G	105,260	394,740
Nombre de Parts Sociales de Classe H	105,260	394,740
Nombre de Parts Sociales de Classe I	105,260	394,740
Nombre de Parts Sociales de Classe J	105,260	394,740

Les Nouvelles Parts Sociales ont été totalement souscrites par les Associés sous la forme d'apports en nature comme expliqué ci-après.

Description des apports

Les apports effectués par les Associés, en échange de l'émission des Nouvelles Parts Sociales sont composées de (i) une dette d'un montant total de 10.526 EUR (dix mille cinq cent vingt-six Euro) (l'"Apport d'Henley") et (ii) une dette d'un montant total de 39.474 EUR (trente-neuf mille quatre cent soixante-quatorze Euro) (l'"Apport d'OCM", conjointement avec l'Apport d'Henley, les "Apports").

Evaluation

La valeur des Apports s'élève à 50.000 EUR (cinquante mille Euro).

Cette évaluation a été approuvée par les gérants de la Société dans une déclaration de valeur d'apports en date du 16 février 2016, qui sera annexée au présent acte pour être soumis avec lui aux formalités de publication.

Preuve de l'existence des apports

Une preuve de l'existence des apports a été donnée à la Société.

Intervention des gérants

A ce sujet interviennent:

- M. Andrej Grossmann, résidant professionnellement au 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange;
- M. Martin Wolfgang Eckel, résidant professionnellement au 26, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg;
- M. Paul Lawrence, résidant professionnellement aux 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg; and
- M. Mark Clive Hulbert, résidant professionnellement au 27, Knightsbridge, GB - SW1X 7LY London;

tous représentés ici par Mme Sofia Afonso-Da Chao Conde, ci-avant présentée, en vertu d'une procuration contenue dans la déclaration sur la valeur de l'apport ci-dessus.

Reconnaissent avoir été préalablement informés de l'étendue de leur responsabilités, légalement responsables comme gérants de la Société en raison des Apports, acceptent expressément la description des Apports, avec leur évaluation, et confirment la validité de la souscription et du paiement.

Cinquième résolution:

En conséquence des précédentes déclarations et résolutions, l'actionnariat de la Société est maintenant composé de:

- Henley 360 504H3B Limited: 263.125 (deux cent soixante-trois mille cent vingt-cinq) parts sociales ordinaires; 105.260 (cent cinq mille deux cent soixante) parts sociales de classe A, 105.260 (cent cinq mille deux cent soixante) parts sociales de classe B, 105.260 (cent cinq mille deux cent soixante) parts sociales de classe C, 105.260 (cent cinq mille deux cent soixante) parts sociales de classe D, 105.260 (cent cinq mille deux cent soixante) parts sociales de classe E, 105.260 (cent cinq mille deux cent soixante) parts sociales de classe F, 105.260 (cent cinq mille deux cent soixante) parts sociales de classe G, 105.260 (cent cinq mille deux cent soixante) parts sociales de classe H, 105.260 (cent cinq mille deux cent soixante)

parts sociales de classe I et 105.260 (cent cinq mille deux cent soixante) parts sociales de classe J ayant une valeur nominale de 0,01 EUR (un centime d'Euro) chacune; et

- OCM Henley Holdings S.à r.l.: 986.875 (neuf cent quatre-vingt-six mille huit cent soixante-quinze) parts sociales ordinaires, 394.740 (trois cent quatre-vingt-quatorze mille sept cent quarante) parts sociales de classe A, 394.740 (trois cent quatre-vingt-quatorze mille sept cent quarante) parts sociales de classe B, 394.740 (trois cent quatre-vingt-quatorze mille sept cent quarante) parts sociales de classe C, 394.740 (trois cent quatre-vingt-quatorze mille sept cent quarante) parts sociales de classe D, 394.740 (trois cent quatre-vingt-quatorze mille sept cent quarante) parts sociales de classe E, 394.740 (trois cent quatre-vingt-quatorze mille sept cent quarante) parts sociales de classe F, 394.740 (trois cent quatre-vingt-quatorze mille sept cent quarante) parts sociales de classe G, 394.740 (trois cent quatre-vingt-quatorze mille sept cent quarante) parts sociales de classe H, 394.740 (trois cent quatre-vingt-quatorze mille sept cent quarante) parts sociales de classe I et 394.740 (trois cent quatre-vingt-quatorze mille sept cent quarante) parts sociales de classe J ayant une valeur nominale de 0,01 EUR (un centime d'Euro) chacune.

Le notaire reconnaît que les 6.250.000 (six millions deux cent cinquante mille) parts sociales, représentant la totalité du capital social de la Société, sont représentées de sorte que l'assemblée peut valablement se prononcer sur les points suivants.

Sixième résolution:

En conséquence des précédentes déclarations et résolutions, il est décidé de modifier le premier paragraphe de l'article 5 des statuts de la Société afin de lui donner la teneur suivante:

" **5.1.** Le capital social de la Société est fixé à 62.500 EUR (soixante-deux mille cinq cent Euro) représentés par 6.250.000 (six million deux cent cinquante mille) parts sociales, ayant une valeur nominale de 0,01 EUR (un centime d'Euro) chacune, divisées en (i) 1.250.000 (un million deux cent cinquante mille) parts sociales ordinaires (les "Parts Sociales Ordinaires") et (ii) 10 (dix) classes de parts sociales comme suit:

- 500.000 (cinq cent mille) parts sociales de classe A (les "Parts Sociales de Classe A");
- 500.000 (cinq cent mille) parts sociales de classe B (les "Parts Sociales de Classe B");
- 500.000 (cinq cent mille) parts sociales de classe C (les "Parts Sociales de Classe C");
- 500.000 (cinq cent mille) parts sociales de classe D (les "Parts Sociales de Classe D");
- 500.000 (cinq cent mille) parts sociales de classe E (les "Parts Sociales de Classe E");
- 500.000 (cinq cent mille) parts sociales de classe F (les "Parts Sociales de Classe F");
- 500.000 (cinq cent mille) parts sociales de classe G (les "Parts Sociales de Classe G");
- 500.000 (cinq cent mille) parts sociales de classe H (les "Parts Sociales de Classe H");
- 500.000 (cinq cent mille) parts sociales de classe I (les "Parts Sociales de Classe I"); et
- 500.000 (cinq cent mille) parts sociales de classe J (les "Parts Sociales de Classe J")."

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Pétange, au jour figurant en tête de ce document.

Lecture de ce document ayant été faite au mandataire, il a signé avec nous, notaire, l'original du présent acte.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle anglais, déclare que, sur demande de la partie comparante, le présent acte est établi en anglais suivi d'une traduction en français. Sur demande de la même partie comparante, en cas de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise prévaudra.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 18 février 2016. Relation: EAC/2016/4261. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME

Référence de publication: 2016082016/738.

(160048246) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2016.

Italian Logistics Master Pledgeco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 50.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 204.509.

IN THE YEAR TWO THOUSAND AND SIXTEEN,

ON THE TWENTY-FOURTH DAY OF THE MONTH OF FEBRUARY.

Before us, Maître Jacques KESSELER, notary, residing in Pétange, Grand Duchy of Luxembourg,

there appeared:

Italian Logistics Mezzco S.à r.l., a société à responsabilité limitée (private limited liability company) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, having a share capital of fifty thousand euros (EUR 50,000) and in the process of being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg (the “Sole Shareholder”),

represented by Ms Miroslava JASSOVA, lawyer, professionally residing in Luxembourg, pursuant to a proxy dated 22 February 2016, which proxy shall be registered together with the present deed,

being the Sole Shareholder of Italian Logistics Master Pledgeco S.à r.l., a société à responsabilité limitée (private limited liability company), incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, having a share capital of twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500) and in the process of being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg (the “Company”), incorporated on 19 February 2016 pursuant to a deed of Maître Jacques KESSELER, notary residing in Pétange, Grand Duchy of Luxembourg, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the “Mémorial”).

The articles of association of the Company have never been amended. The appearing party, acting in the above mentioned capacity, declared and requested the notary to record as follows:

1. The Sole Shareholder holds all the five hundred (500) shares in issue in the Company, divided in (i) two hundred and fifty (250) shares of class A of a nominal value of twenty-five euros (EUR 25) each and (ii) two hundred and fifty (250) shares of class B of a nominal value of twenty-five euros (EUR 25), so that the total share capital is represented and resolutions can be validly taken by the Sole Shareholder.

2. The items on which resolutions are to be taken are as follows:

A) Increase of the issued share capital of the Company from twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500) to fifty thousand euros (EUR 50,000) by the issue of (i) five hundred (500) class A new shares (the “Class A New Shares”) and (ii) one thousand (1,000) class B new shares (the “Class B New Shares”, together with the Class A New Shares, the “New Shares”) with a nominal value of twenty-five Euros (EUR 25) each; subscription to and payment of:

- Class A New Shares by way of a contribution in kind consisting in five hundred (500) shares held by the Sole Shareholder in Logicor (Ferrari) Pledgeco S.à r.l., a société à responsabilité limitée (private limited liability company) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, having a share capital of twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500) and share premium accounts of an amount of eighty five million one hundred twenty six thousand four hundred and thirty-four euros and eighty-one cents (EUR 85,126,434.81) and registered with the Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg under number B 201.193 (“Ferrari Company”);

- Class B New Shares by way of a contribution in kind consisting in one thousand (1,000) shares held by the Sole Shareholder in Logicor (Scorpion) Pledgeco S.à r.l., a société à responsabilité limitée (private limited liability company) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, having a share capital of twenty five thousand euros (EUR 25,000) and share premium accounts of an amount of eighty nine million six hundred seventy six thousand nine hundred and four euros (EUR 89,676,904) and registered with the Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg under number B 195.167 (“Scorpion Company”)

for an aggregate value of one hundred seventy four million eight hundred forty thousand eight hundred and thirty-eight euros and eighty-one cents (EUR 174,840,838.81) (the “Contribution in Kind”); acknowledgement of the report of the sole manager of the Company dated 22 February 2016 on the valuation of the Contribution in Kind (the “Valuation Report”); approval of the valuation of the Contribution in Kind and issue of the New Shares; allocation of an amount of thirty seven thousand five hundred euros (EUR 37,500) to the share capital of the Company and allocation of an amount of eighty five million one hundred twenty six thousand four hundred and thirty four euros and eighty one cents (EUR 85,126,434.81) to the share premium account allocated to the Class A shares and eighty nine million six hundred seventy six thousand nine hundred and four euros (EUR 89,676,904) to the share premium account allocated to the Class B shares;

B) Consequential full amendment and restatement of the articles of association of the Company so that they shall read as follows: “

Art. 1. Denomination. A limited liability company (société à responsabilité limitée) with the name “Italian Logistics Master Pledgeco S.à r.l.” (the “Company”) is existing among the appearing party and all persons who will become shareholders thereafter. The Company will be governed by these articles of association and the relevant legislation.

Art. 2. Object. The object of the Company shall be the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, control and development of its portfolio.

The Company may also carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition of real estate, properties and real estate rights in Luxembourg and abroad as well as any participations in any real estate enterprise or undertaking in any form whatsoever, and the administration, management, control and development of those participations and assets.

The Company may further give guarantees (including up-stream and side-stream guarantees), grant security interests, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may also acquire loans including at a discount, originate loans and lend funds under any form, advance money or give credit on any terms including without limitation resulting from any borrowings of the Company or from the issue of any equity or debt securities of any kind to any person or entity as it deems fit in relation to any real estate enterprise or undertaking. The Company may enter into swaps, futures, forwards, derivatives, options, repurchase, stock lending and similar transactions, and, without prejudice to the generality of the foregoing, employ any techniques and instruments in connection with its real estate activities. The Company may also enter into any guarantees, contracts of indemnities, security interests and any other equivalent agreements in order to receive the benefit of any guarantee and/or security interest granted in the context of such real estate activities. The Company may undertake any roles necessary in connection with such lending activity including, without limitation, the role of arranger, lead manager, facility agent, security agent, documentation agent. The Company shall not undertake such real estate lending or real estate loan acquisition activities in a way that would require it to be regulated pursuant to the Luxembourg act dated 5 April 1993 on the financial sector, as amended or any future act or regulation amending or replacing such act.

The Company can perform all commercial, technical and financial or other operations, connected directly or indirectly in all areas in order to facilitate the accomplishment of its purposes.

In particular, the Company will provide the companies within its portfolio with the services necessary to their administration, control and development. For that purpose, the Company may require and retain the assistance of other advisors.

Art. 3. Duration. The Company is established for an unlimited period.

Art. 4. Registered Office. The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the articles of association.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the manager or as the case may be the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

In the event that the manager, or as the case may be the board of managers, should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the manager or as the case may be the board of managers.

Art. 5. Share capital. The issued share capital of the Company is set at fifty thousand euros (EUR 50,000), represented by (i) seven hundred and fifty (750) shares of class A of a nominal value of twenty-five euros (EUR 25) each ("Class A Shares"), and (ii) one thousand two hundred and fifty (1,250) shares of class B of a nominal value of twenty-five euros (25) each ("Class B Shares").

The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of association and the Company may proceed to the repurchase of its shares upon resolution of its shareholders.

Each class of shares shall be issued in connection with the acquisition or making by the Company of a specific investment or investment portfolio directly or indirectly (each a "Specific Investment"), except as otherwise specified herein. The subscription price paid to the Company upon the issuance of shares of a particular class (including for the avoidance of doubt any share premium) (the "Subscription Price"), net of all costs payable by the Company in connection with such issuance including, but not limited to, capital duty, notarial fees and publication costs ("Issuance Costs"), shall be invested directly or indirectly in one and the same Specific Investment.

The Specific Investment for Class A is the Class A Portfolio.

The Specific Investment for Class B is the Class B Portfolio.

In relation to each Specific Investment, the sole manager, or as the case may be, the board of managers will, in the internal accounts of the Company, establish a separate compartment of assets and liabilities of the Company in the following manner:

- the Subscription Price of the relevant class of shares, the payment to share premium account (or similar premium account), and the proceeds of any loans, preferred equity certificates, debt or other instruments convertible or not which may from time to time be granted to, or issued by, the Company by or to its shareholder(s) in connection with the relevant Specific Investment, as well as assets acquired with such funds contributed to or borrowed by the Company, in each case shall be applied in the internal books of the Company to the compartment established for such Specific Investment;

- any income or proceeds earned by the Company on, or any asset derived from, the assets allocated to a compartment shall be allocated to that compartment;

- any liability, costs and expenses (including provisions) relating to assets allocated to a compartment or to any action taken in connection with a compartment or an asset of a particular compartment or in connection with the issuance of shares or other instruments of the particular class (such as Issuance Costs) as well as all administration expenses, tax liabilities and other costs and expenses of the Company attributable to the relevant Specific Investment or the operation or administration of that compartment shall be allocated to that compartment;

- in the case where any liability or expense of the Company cannot be considered as being attributable solely to a particular compartment, such liability or expense shall be allocated between all the existing compartments pro rata to the Net Assets (as defined below) of each compartment or pro rata to the relevant compartments to which the liability or expense relates;

- any distributions or payments (including payments of the price payable by the Company for shares of the relevant class repurchased by it) made to shareholders in respect of a compartment shall reduce the Net Assets (as defined below) of that compartment;

- the net assets of each compartment (the “Net Assets”) will be equal to the sum of the value of the Specific Investment of that compartment and all other assets attributable to that compartment in accordance with these articles of association less all the liabilities, costs and expenses allocated to that compartment in accordance with these articles of association.

For the avoidance of doubt, any reference to the Net Assets in these articles of association may be construed as a reference to the Net Assets as calculated for any Specific Investment allocated to a specific class of shares in the compartment created to that purpose in the internal accounts of the Company.

Any share premium paid in respect of a specific class of shares upon their issuance shall be allocated to a share premium account corresponding to that specific class of shares of the Company. Any payment or contribution of any kind to any share premium account (or similar premium account) established in accordance with Luxembourg law or accounting regulations shall be specified as to which class of shares it relates, the sole manager or, as the case may be, the board of managers, having the power to confirm any allocation to a specific class of shares if this has not been specified otherwise. Any available share premium (or similar premium) shall be distributable. In addition, the economic rights of shareholders may be governed by an agreement between the shareholders. To the extent there are any inconsistencies between the provisions of such agreement and these articles of association, the principle set out in the agreement between the shareholders in relation to the economic rights shall prevail.

Art. 6. Cancellation of an entire class of shares and reduction of share capital. The share capital of the Company may be reduced through the cancellation of shares including by the cancellation of one or more entire class of shares through the repurchase and cancellation of all the shares in issue in the relevant class by approval at the general meeting of shareholders resolving at the quorum and majorities provided for the amendment of the articles of association.

In case of a reduction of share capital through the repurchase and the cancellation of one or more class of shares, the holders of shares of the repurchased and cancelled class of shares shall receive from the Company an amount equal to the Cancellation Value per Share (as defined below) for each share of the relevant class held by them and cancelled.

The board of managers shall, in case of a reduction of share capital through the repurchase and the cancellation of a class of shares, calculate the Class Available Amount for the repurchased class (always subject to the amount of available profits, premium and reserves of the Company) on the basis of the interim accounts of the Company and interim internal accounts relating to the relevant class which shall be prepared on the basis set out in Article 5, each time not older than eight (8) days (together, the “Interim Accounts”).

“Class Available Amount” means the total amount of net profits, available reserves and premium of the Company (including carried forward profits) relating to the Specific Investment to which the relevant class of shares belongs (i) plus the amount of the share capital reduction relating to the class of shares repurchased (and if any the amount equal to the decrease of the legal reserve relating to the reduction of share capital in relation to such class) but (ii) less any Investment Losses of that class (including carried forward losses) and (iii) less any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of law or of the articles of association.

“Class A Portfolio”, means the investments by way of shares, share premium account (or similar premium account), loans, preferred equity certificates, or other instruments, convertible or not, or otherwise in the following company:

- Italian Logistics Master Holdco S.à r.l., a société à responsabilité limitée (Luxembourg private limited liability company), having its registered office at 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg (and the underlying assets, subsidiaries and entities), but only for those instruments subscribed or acquired in order to finance directly or indirectly the project Ferrari, to the exception of the instruments subscribed or acquired in order to finance any other projects and especially the project Scorpion, the project Sigma and the project Falcon;

“Class B Portfolio” means:

(i) the investments by way of shares, share premium account (or similar premium account), loans, preferred equity certificates, or other instruments, convertible or not, or otherwise in the following company:

- Italian Logistics Master Holdco S.à r.l., a société à responsabilité limitée (Luxembourg private limited liability company), having its registered office at 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg (and the underlying assets, subsidiaries

and entities), but only for those instruments subscribed or acquired in order to finance directly or indirectly the project Scorpion, the project Sigma and the project Falcon, to the exception of the instruments subscribed or acquired in order to finance any other projects and especially the project Ferrari;

(ii) all other investments by way of shares, share premium account (or similar premium account), loans, preferred equity certificates, or other instruments, convertible or not, or otherwise in order to finance directly or indirectly companies or projects which are not specifically allocated to Class A Portfolio.

“Investment Losses” means any losses (including carry forward losses relating to the relevant Specific Investment) and any costs, charges or expenses related to the relevant Specific Investment (including repayment by the Company of any debt incurred to manage the respective Specific Investment), and an amount corresponding to the pro rata portion (calculated of the Company's overhead expenses (assessed fairly but irrevocably by the board of managers) and the Company's non-recoverable losses. The “Cancellation Value per Share” shall be calculated by dividing the Class Cancellation Amount by the number of shares in issue in the class of shares to be repurchased and cancelled.

The “Class Cancellation Amount” shall be an amount determined by the sole manager or, as the case may be, the board of managers and approved by the general meeting of shareholders on the basis of the Interim Accounts. Subject always to the amount of available net profits, reserves and premium of the Company, the Class Cancellation Amount for the class of shares to be repurchased and cancelled shall be the Class Available Amount unless otherwise resolved by the general meeting of shareholders in the manner provided for an amendment of the articles of association provided however that the Class Cancellation Amount shall never be higher than the Class Available Amount and provided further that the Class Cancellation Amount shall never be greater than the total amount of available net profits, reserves and premium of the Company.

Upon the repurchase and cancellation of the shares of the relevant class, the Cancellation Value per Share will become due and payable by the Company.

Art. 7. Transfer of Shares. Shares (of any class) are freely transferable among shareholders. Except if otherwise provided by law, the share transfer to non-shareholders is subject to the consent of shareholders representing at least seventy five percent (75%) of the Company's share capital.

Art. 8. Management of the Company. The Company is managed by one or several managers who need not be shareholders.

The sole manager or as the case may be, the board of managers, is vested with the broadest powers to manage the business of the Company and to authorise and/or perform all acts of disposal and administration falling within the purposes of the Company. All powers not expressly reserved by the law or by the articles of association to the general meeting shall be within the competence of the sole manager or as the case may be, the board of managers.

Vis-à-vis third parties the sole manager or as the case may be, the board of managers, has the most extensive powers to act on behalf of the Company in all circumstances and to do, authorise and approve all acts and operations relative to the Company and not reserved by law or these articles of association to the general meeting of shareholders.

The managers are appointed and removed from office by a simple majority decision of the general meeting of shareholders, which determines their powers and the term of their mandates. If no term is indicated, the managers are appointed for an undetermined period. The managers may be re-elected but their appointment may also be revoked with or without cause (ad nutum) at any time.

In the case of more than one manager, the managers constitute a board of managers. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. A meeting may also at any time be held by conference call or similar means only. The participation in, or the holding of, a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting or the holding of a meeting in person. Managers may be represented at meetings of the board by another manager without limitation as to the number of proxies which a manager may accept and vote.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers twenty-four (24) hours at least in advance of the date scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex, email or facsimile, or any other similar means of communication. A special convening notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

Decisions of the board of managers are validly taken by the approval of the majority of the managers of the Company.

The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman of that meeting or, in his absence, by any two managers. Copies or excerpts of such minutes shall be signed by the chairman of that meeting or by any two managers.

The board of managers may also, unanimously, pass resolutions on one or several similar documents by circular means when expressing its approval in writing, by cable or facsimile or any other similar means of communication. The entirety will form the circular documents duly executed giving evidence of the resolution. Managers' resolutions, including circular resolutions, may be conclusively certified or an extract thereof may be issued under the individual signature of any manager.

The Company will be bound by the sole signature in the case of a sole manager, and in the case of a board of managers by the sole signature of anyone of the managers. In any event the Company will be validly bound by the sole signature of any person or persons to whom such signatory powers shall have been delegated by the sole manager (if there is only one) or as the case may be the board of managers or anyone of the managers.

Art. 9. Liability of the Managers. The manager(s) are not held personally liable for the indebtedness of the Company. As agents of the Company, they are responsible for the performance of their duties.

Subject to the exceptions and limitations listed below, every person who is, or has been, a manager or officer of the Company shall be indemnified by the Company to the fullest extent permitted by law against liability and against all expenses reasonably incurred or paid by him in connection with any claim, action, suit or proceeding in which he becomes involved as a party or otherwise by virtue of his being or having been such manager or officer and against amounts paid or incurred by him in the settlement thereof. The words "claim", "action", "suit" or "proceeding" shall apply to all claims, actions, suits or proceedings (civil, criminal or otherwise including appeals) actual or threatened and the words "liability" and "expenses" shall include without limitation attorneys' fees, costs, judgements, amounts paid in settlement and other liabilities.

No indemnification shall be provided to any manager or officer:

(i) against any liability to the Company or its shareholders by reason of wilful misfeasance, bad faith, gross negligence or reckless disregard of the duties involved in the conduct of his office;

(ii) with respect to any matter as to which he shall have been finally adjudicated to have acted in bad faith and not in the interest of the Company; or

(iii) in the event of a settlement, unless the settlement has been approved by a court of competent jurisdiction or by the board of managers.

The right of indemnification herein provided shall be severable, shall not affect any other rights to which any manager or officer may now or hereafter be entitled, shall continue as to a person who has ceased to be such manager or officer and shall inure to the benefit of the heirs, executors and administrators of such a person. Nothing contained herein shall affect any rights to indemnification to which corporate personnel, including directors and officers, may be entitled by contract or otherwise under law.

Expenses in connection with the preparation and representation of a defence of any claim, action, suit or proceeding of the character described in this article shall be advanced by the Company prior to final disposition thereof upon receipt of any undertaking by or on behalf of the officer or director, to repay such amount if it is ultimately determined that he is not entitled to indemnification under this article.

Art. 10. Shareholder voting rights. Each shareholder may take part in collective decisions. He has a number of votes equal to the number of shares he owns (regardless of class) and may validly act at any meeting of shareholders through a special proxy.

Art. 11. Shareholder meetings. Decisions by shareholders are passed in such form and at such majority(ies) as prescribed by Luxembourg Company law in writing (to the extent permitted by law) or at meetings. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company or any valid written resolution (as the case may be) shall represent the entire body of shareholders of the Company.

Meetings shall be called by convening notice addressed by registered mail to shareholders to their address appearing in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days prior to the date of the meeting. If the entire share capital of the Company is represented at a meeting, the meeting may be held without prior notice.

In the case of written resolutions, the text of such resolutions shall be sent to the shareholders at their addresses inscribed in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days before the proposed effective date of the resolutions. The resolutions shall become effective upon the approval of the majority as provided for by law for collective decisions (or subject to the satisfaction of the majority requirements, on the date set out therein). Unanimous written resolution may be passed at any time without prior notice.

Except as otherwise provided for by law, (i) decisions of the general meeting shall be validly adopted if approved by shareholders representing more than half of the corporate capital. If such majority is not reached at the first meeting or first written resolution, the shareholders shall be convened or consulted a second time by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the portion of capital represented. (ii) However, decisions concerning the amendment of the articles of association are taken by (x) a majority of the shareholders (y) representing at least three quarters of the issued share capital and (iii) decisions to change the nationality of the Company are to be taken by shareholders representing one hundred percent (100%) of the issued share capital.

At no time shall the Company have more than thirty (30) shareholders. At no time shall an individual be allowed to become a shareholder of the Company.

Art. 12. Accounting Year. The accounting year begins on 1st January of each year and ends on the 31st December of the same year, save for the first accounting year which shall commence on the day of incorporation and end on 31st December 2016.

Art. 13. Financial Statements. Every year as of the accounting year's end, the annual accounts are drawn up by the manager or as the case may be, the board of managers.

The financial statements are at the disposal of the shareholders at the registered office of the Company.

Art. 14. Distributions. Out of the net annual profit five percent (5%) shall be placed into a legal reserve account. This deduction ceases to be compulsory when such reserve amounts to ten percent (10%) of the issued share capital of the Company.

The shareholders may decide to pay interim dividends on the basis of statements of accounts prepared by the manager, or as the case may be the board of managers, showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits realised since the end of the last accounting year increased by profits carried forward and distributable reserves and premium but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established by law (regardless of the Investment Net Income of a class of shares). Distribution to a class shall only be made out of the Investment Net Income related to that class (subject to the above).

“Investment Net Income” means any income derived from the investment(s) relating to a class of shares being the net return of any total or partial disposal of the relevant Specific Investment (disposal meaning through transfers and contributions of any kind) as well as any dividends or other distributions, interest, yield, repayment of principal or other income or return deriving from the relevant Specific Investment and assets and reserve funds received by or attributable to the Company in respect of the issue of the relevant class of shares such as the share premium or any amounts of profit (related to the relevant Specific Investment(s)) carried forward after deducting any costs, charges or expenses related to the relevant Specific Investment (including repayment by the Company of any debt incurred to manage the respective Specific Investment), and an amount corresponding to the pro rata portion calculated of the Company's overhead expenses (assessed fairly but irrevocably by the board of managers or the sole manager as the case may be) and the Company's non-recoverable losses.

The balance may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders.

The share premium account (or similar premium account) may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders, but only to the shareholders of the class to which this share premium (or similar premium) relates to. The general meeting of shareholders may decide to allocate any amount out of the share premium account (or similar premium account) to the legal reserve account.

This article is without prejudice to any specific distribution rights between the holders of the shares of any class or which may be agreed upon from time to time by the shareholders.

Art. 15. Dissolution. In case the Company is dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators who may be but do not need to be shareholders and who are appointed by the general meeting of shareholders who will specify their powers and remunerations.

Upon liquidation of the Company the liquidation proceeds of each class shall be the amount to which the class is entitled as per the relevant Specific Investment if applicable, or, for the classes of non-tracking shares, as per the nominal value of the shares as may be determined through the separate compartment of assets and liabilities that the board of managers has established for them in the internal accounts of the Company. Each class of shares shall be entitled to proceeds of liquidation determined as follows in relation to the relevant Specific Investment to which the class relates or as follows from the nominal value of the shares for the classes of non-tracking shares:

First all debts and liabilities of the Company (regardless of Specific Investment) shall be paid. Such debts or liabilities shall be attributed to the class of shares to which they specifically belong (i.e. because they relate to the relevant Specific Investment for that class) or, if that is not possible, distributed rateably among all classes of shares in proportion of the issued share capital of the Company which they represent.

Thereafter the relevant amount of liabilities for each class of shares shown in the separate category for the Specific Investment to which they relate shall be set against the assets attributable to the relevant class including in particular the Specific Investment of that class and any reserve funds attributable to such class. Assets not attributable to a specific class shall be divided pro rata to all classes of shares.

To the extent that the amount so calculated for any class shall be negative, such class shall not be entitled to any liquidation proceeds. The relevant negative amount shall be allocated rateably among all classes of shares which have a positive amount up such positive amount. Any surplus remaining within a specific class of shares (the “Class Surplus”) shall be distributed to the relevant holders of such class of shares.

This article is without prejudice to any specific distribution/allocation rights between the holders of the shares of any class which may be agreed upon from time to time by the shareholders.

Art. 16. Sole Shareholder. If, and as long as one shareholder holds all the shares of the Company, the Company shall exist as a single shareholder company, pursuant to article 179 (2) of the law of 10th August, 1915 on commercial companies; in this case, articles 200-1 and 200-2, among others, of the same law are applicable.

Art. 17. Applicable law. For anything not dealt with in the present articles of association, the shareholders refer to the relevant legislation.” Thereafter the following resolutions were passed by the Sole Shareholder of the Company:

First resolution

The Sole Shareholder resolved to increase the issued share capital of the Company from twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500) to fifty thousand euros (EUR 50,000) by the issue of (i) five hundred (500) shares of class A of a nominal value of twenty-five euros (EUR 25) each (“Class A Shares”) and (ii) one thousand (1,000) shares with a nominal value of twenty-five euros (EUR 25) each (the “Class B Shares”).

Thereupon, the Sole Shareholder prenamed, represented as stated above, subscribed to the New Shares and paid the New Shares by way of the Contribution in Kind which consists in five hundred (500) shares held by the Sole Shareholder in Ferrari Company and one thousand (1,000) shares held by the Sole Shareholder in Scorpion Company for a total aggregate amount of one hundred seventy four million eight hundred forty thousand eight hundred and thirty-eight euros and eighty one cents (EUR 174,840,838.81).

The Valuation Report is acknowledged. The conclusion of the Valuation Report reads as follows:

“In view of the above the Sole Manager believes that the value of the Contribution in Kind amounts to one hundred seventy four million eight hundred forty thousand eight hundred and thirty-eight euros and eighty one cents (EUR 174,840,838.81) being at least equal to the total subscription price of (i) five hundred (500) class A shares proposed to be issued and (ii) one thousand (1,000) class B shares proposed to be issued, together with the share premium attached thereto in the amount of one hundred seventy four million eight hundred three thousand three hundred and thirty-eight euros and eighty-one cents (EUR 174,803,338.81).”

It is resolved to evaluate the Contribution in Kind at one hundred seventy four million eight hundred forty thousand eight hundred and thirty-eight euros and eighty one cents (EUR 174,840,838.81) and to approve the valuation of the Contribution in Kind.

It is resolved to issue the New Shares and to allocate an amount of thirty seven thousand five hundred Euros (EUR 37,500) to the share capital of the Company and an amount of eighty five million one hundred twenty six thousand four hundred and thirty four euros and eighty one cents (EUR 85,126,434.81) to the share premium account allocated to the Class A shares and eighty nine million six hundred seventy six thousand nine hundred and four euros (EUR 89,676,904) to the share premium account allocated to the Class B shares.

Second resolution

The sole shareholder resolved to consequentially fully amend and restate the Company’s articles of association as set forth in item B) of the agenda.

The undersigned notary who understands and speaks French and English states herewith that on request of the above appearing party the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing party and in case of divergences between the French and the English texts, the English version will prevail.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg on the day before mentioned.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the notary by her name, first name, civil status and residence, said proxyholder signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L’an deux mille seize, le vingt-quatrième jour du mois de février.

Par-devant nous, Maître Jacques KESSELER, notaire de résidence à Pétange, Grand-Duché de Luxembourg.

Italian Logistics Mezzco S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg et un capital social de cinquante mille euros (50.000 EUR) et en cours d’enregistrement auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg (l’«Associé Unique»),

représenté par Mme Miroslava JASSOVA, juriste, de résidence professionnelle à Luxembourg, en vertu d’une procuration datée du 22 février 2016, qui restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l’enregistrement,

étant l’Associé Unique de Italian Logistics Master Pledgeco S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, ayant un capital social de douze mille cinq cents euros (12.500 EUR) et en cours d’immatriculation au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg (la «Société»), constituée suivant acte reçu par Maître Jacques Kessler, notaire, de résidence à Pétange, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 19 février 2016, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial»).

Les statuts de la Société n’ont jamais été modifiés. La partie comparante a déclaré et requis le notaire d’acter que:

1. L’Associé Unique de la Société détient toutes les cinq cents (500) parts sociales émises dans la Société, divisées en (i) deux cent cinquante (250) parts sociales de classe A d’une valeur nominale de vingt-cinq euros (25 EUR) chacune et (ii) deux cent cinquante (250) parts sociales de classe B d’une valeur nominale de vingt-cinq euros (25 EUR) chacune, de

telle sorte que la totalité du capital social est représenté et des résolutions peuvent valablement être prises par l'Associé Unique.

2. L'Associé Unique souhaite prendre les résolutions sur l'ordre du jour suivant]:

A) Augmentation du capital social émis de la Société de son montant actuel de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500) à un montant de cinquante mille euros (EUR 50.000) par l'émission de (i) cinq cents (500) nouvelles parts sociales de la classe A (les «Nouvelles Parts Sociales de Classe A») et (ii) mille (1.000) nouvelles parts sociales de la classe B (les «Nouvelles Parts Sociales de Classe B»), ensemble avec les Nouvelles Parts Sociales de Classe A, les «Nouvelles Parts Sociales») d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25) chacune, souscription et paiement de:

- Nouvelles Parts Sociales de Classe A par une contribution en nature consistant en cinq cents (500) parts sociales détenues par l'Associé Unique dans Logicor (Ferrari) Pledgeco S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, ayant un capital social de EUR 12.500 et en comptes de primes d'émission d'un montant de quatre-vingt million cent vingt-six mille quatre cent trente-quatre euros et quatre-vingt-un centimes (85.126.434,81 EUR) et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 201.193 (la «Société Ferrari»);

- Nouvelles Parts Sociales de Classe B par une contribution en nature consistant en mille (1000) parts sociales détenues par l'Associé Unique dans Logicor (Scorpion) Pledgeco S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, ayant un capital social de EUR 25.000 et en comptes de primes d'émission d'un montant de quatre-vingt-neuf million six cent soixante-seize mille neuf cent quatre euros (89.676.904 EUR) et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 195.167 (la «Société Scorpion»);

pour un montant total de cent soixante-quatorze million huit cent quarante mille huit cents trente-huit euros et quatre-vingt-un centimes (174.840.838,81 EUR) (l'«Apport en Nature»); reconnaissance du rapport du gérant unique de la Société daté du 22 février 2016 concernant l'évaluation de l'Apport en Nature (le «Rapport d'Evaluation»);

approbation du Rapport d'Evaluation de l'Apport en Nature et l'émission des Nouvelles Parts Sociales; allocation d'un montant de trente-sept mille cinq cents euros (EUR 37.500) au capital social de la Société et d'un montant de quatre-vingt million cent vingt-six mille quatre cent trente-quatre euros et quatre-vingt-un centimes (85.126.434,81 EUR) au compte prime alloué aux parts sociales de la classe A et quatre-vingt-neuf million six cent soixante-seize mille neuf cent quatre euros (89.676.904 EUR) au compte prime alloué aux parts sociales de la classe B;

B) En conséquence, modification et refonte complète des statuts de la Société de sorte qu'ils aient la teneur suivante:

« **Art. 1^{er}. Dénomination.** Il existe entre la partie comparante et toutes les personnes qui deviendront par la suite associés, une société à responsabilité limitée sous la dénomination de «Italian Logistics Master Pledgeco S.à r.l.» (la «Société»). La Société sera régie par les présents statuts et les dispositions légales afférentes.

Art. 2. Objet. La Société aura pour objet la détention de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères, et toute autre forme d'investissement, l'acquisition par l'achat, la souscription ou par tout autre moyen, de même que la cession par la vente, l'échange ou par tout autre moyen de titres de quelque nature que ce soit, ainsi que l'administration, le contrôle et le développement de son portefeuille.

La Société peut également accomplir toutes les opérations portant directement ou indirectement sur l'acquisition de biens immobiliers, de propriétés et de droits immobiliers au Luxembourg et à l'étranger ainsi que sur toute participation dans toute entreprise immobilière ou entreprise sous quelque forme que ce soit, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations et actifs.

La Société peut par ailleurs donner des garanties (y compris des garanties dites «upstream» et «side-stream»), octroyer des sûretés, octroyer des prêts ou autrement prêter assistance aux sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

En relation avec toute entreprise immobilière ou autre entreprise, la Société peut également acquérir des prêts, y compris au rabais, consentir des prêts et prêter des fonds sous quelque forme que ce soit, avancer de l'argent ou faire crédit selon quelque condition que ce soit, y compris, de manière non limitative, ceux résultant d'emprunts de la Société ou de l'émission de titres de participation ou de créance de quelque nature que ce soit à quelque personne ou entité que ce soit qu'elle juge appropriée. La Société peut conclure des contrats d'échange (swaps), des contrats à terme (futures, forwards), des opérations de produits dérivés, des contrats d'option, des opérations de rachat, de prêt de titres et d'autres opérations similaires, et sans préjudice de la généralité de ce qui précède, utiliser toute technique et tout instrument dans le cadre de ses activités immobilières. La Société peut également conclure des garanties, contrats d'indemnités, des sûretés et tout autre contrat équivalent afin de recevoir le bénéfice de toute garantie et/ou sûreté octroyée dans le cadre de ces activités immobilières. La Société peut assumer tous les rôles nécessaires dans le cadre de cette activité de prêt, y compris, de manière non limitative, le rôle d'arrangeur, de chef de file, d'agent de la facilité, d'agent des sûretés, d'agent de la documentation. La Société n'entreprendra pas de telles activités de prêt immobilier ou d'acquisition de prêt immobilier d'une manière qui l'obligerait à être réglementée par la loi luxembourgeoise modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier, ou par toute loi ou réglementation future portant modification de cette loi ou la substituant.

La Société peut effectuer toute opération commerciale, technique, financière ou autre, liée directement ou indirectement, à tous les domaines, afin de faciliter la réalisation de son objet.

La Société fournira notamment aux sociétés au sein de son portefeuille les services nécessaires à leur administration, contrôle et développement. Pour ce faire, la Société pourra requérir et faire appel à l'assistance d'autres conseillers.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Siège social. Le siège social de la Société est établi dans la Ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une résolution de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant dans les conditions prévues en cas de modification des statuts.

L'adresse du siège social peut être transférée à l'intérieur de la municipalité par décision du gérant ou, le cas échéant, du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales situés, tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Dans le cas où le gérant ou, le cas échéant, le conseil de gérance estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre les activités normales de la Société à son siège social ou la facilité de communication de ce siège avec des personnes à l'étranger, ont eu lieu ou sont sur le point d'avoir lieu, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; ces mesures temporaires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société qui, en dépit du transfert provisoire de son siège social, demeurera une société luxembourgeoise. Ces mesures temporaires seront prises et portées à la connaissance des tiers par le gérant ou, le cas échéant, le conseil de gérance.

Art. 5. Capital social. Le capital social émis de la Société est fixé à cinquante mille euros (50.000 EUR) représenté par (i) sept cent cinquante (750) parts sociales de classe A d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (25 EUR) chacune («Parts Sociales de Classe A») et (ii) mille deux cent cinquante (1.250) parts sociales de classe B d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (25 EUR) chacune («Parts Sociales de Classe B»).

Le capital de la Société peut être augmenté ou réduit par une résolution des associés selon les conditions requises pour la modification des présents statuts et la Société peut procéder au rachat de ses parts sociales en vertu d'une résolution de ses associés. Sauf stipulations contraires, chaque classe de parts sociales sera émise en rapport avec l'acquisition ou la réalisation par la Société directement ou indirectement d'un investissement spécifique (chacun un «Investissement Spécifique»). Le prix de souscription reçu par la Société suite à l'émission de parts sociales d'une classe particulière (y compris, afin d'éviter tout doute, toute prime d'émission) (le «Prix de Souscription»), déduction faite de tous les frais devant être payés par la Société dans le cadre de l'émission, y compris et ce, de manière non limitative, le droit d'apport, les frais de notaire et les frais de publication (les «Coûts d'Émission»), sera investi directement ou indirectement dans un seul et même Investissement Spécifique.

L'Investissement Spécifique pour la Classe A est le Portefeuille Classe A.

L'Investissement Spécifique pour la Classe B est le Portefeuille Classe B.

Pour chaque Investissement Spécifiques, le gérant unique de la Société ou, le cas échéant, le conseil de gérance devra établir, dans les comptes internes de la Société, un compartiment séparé contenant le patrimoine actif et passif de la Société de la manière suivante:

- le Prix de Souscription de la classe de parts sociales concernée, le versement au compte de prime d'émission (ou au compte de prime similaire), le produit de tout prêt d'associé, certificats de titres préférentiels, dette ou d'autres instruments, convertibles ou non, pouvant être de temps à autre octroyés à, ou émis par, la Société par, ou à, son (ses) associé(s) dans le cadre de l'Investissement Spécifique en question ainsi que les avoirs acquis grâce à ces autres fonds apportés à ou empruntés par la Société seront, dans tous les cas, affectés dans les comptes internes de la Société au compartiment établi pour ces Investissements Spécifiques;

- tout revenu ou bénéfice tiré par la Société, ou tout avoir tiré, des avoirs affectés à un compartiment sera affecté à ce compartiment;

- les dettes, frais et dépenses (y compris les provisions) relatifs à des avoirs affectés à un compartiment ou à une action prise en relation avec un compartiment ou à un avoir d'un compartiment particulier ou dans le cadre de l'émission de parts sociales de la classe particulière (par exemple, les Coûts d'Émission) ainsi que l'ensemble des dépenses administratives, dettes fiscales et autres frais et dépenses de la Société attribuables à l'Investissement Spécifique en question ou au fonctionnement ou à l'administration de ce compartiment seront affectés à ce compartiment;

- dans le cas où une dette ou dépense de la Société ne pourrait être considérée comme uniquement attribuable à un compartiment particulier, cette dette ou dépense sera répartie entre tous les compartiments existants au prorata des Avoirs Nets (tels que définis ci-après) de chaque compartiment ou au pro rata de tous les compartiments concernés auxquels la dette ou la dépense se rapporte;

- les distributions ou paiements (y compris les paiements du prix devant être payé par la Société pour les parts sociales de la classe concernée qu'elle rachète) faits aux associés en relation avec un compartiment seront portés en déduction des Avoirs Nets (tels que définis ci-après) de ce compartiment;

- les avoirs nets de chaque compartiment (les «Avoirs Nets») seront égaux à la somme de la valeur de l'Investissement Spécifique de ce compartiment et de tous les autres avoirs attribuables à ce compartiment conformément aux présents statuts, moins l'ensemble des dettes, frais et dépenses affectés à ce compartiment conformément aux présents statuts.

Afin d'éviter toute confusion, toute référence aux Avoirs Nets dans les présents statuts pourra être interprétée comme une référence aux Avoirs Nets tels que calculés pour l'Investissement Spécifique attribué à la classe spécifique de parts sociales dans le compartiment créée à cette fin dans les comptes internes de la Société.

Toute prime d'émission payée en relation avec une classe spécifique de parts sociales lors de leur émission sera allouée au compte de la prime d'émission correspondant à cette classe spécifique des parts sociales de la Société. Tout paiement ou apport en nature au compte de la prime d'émission (ou au compte de prime similaire) établit selon le droit luxembourgeois ou des règles comptables devra spécifier la classe de parts sociales à laquelle il se rapporte, le gérant unique ou, le cas échéant, du conseil de gérance, ayant le pouvoir de confirmer toute contribution à une classe spécifique de parts sociales si cela n'a pas été spécifié autrement. Toute prime d'émission (ou tout compte de prime similaire) sera distribuable. De plus, les droits économiques des associés pourront être réglés par un accord entre les associés. Dans le cas où il aurait des contradictions entre les dispositions d'un tel accord et les présents statuts, le principe prévu dans l'accord entre associés en relation avec les droits économiques prévaudra.

Art. 6. Annulation d'une classe entière de parts sociales et réduction du capital social. Le capital social de la Société pourra être réduit par annulation de parts sociales, y compris par l'annulation d'une ou plusieurs classes entières de parts sociales en rachetant et annulant toutes les parts sociales émises dans la classe concernée sur l'accord de l'assemblée générale des associés décidant avec le quorum et la majorité prévus pour la modification des statuts.

En cas de réduction du capital social, par le rachat et l'annulation d'une ou plusieurs classes de parts sociales, les détenteurs de classes de parts sociales rachetées et annulées reçoivent de la Société un montant égal à la Valeur d'Annulation par Part Sociale (telle que dénie ci-dessous) pour chacune des parts sociales de la classe concernée qu'ils détiennent et qui a été annulée.

Le conseil de gérance calcule, en cas de réduction du capital social par le rachat et l'annulation de classes de parts sociales, le Montant Disponible de Classe pour la classe rachetée (toujours assujéti au montant des profits disponibles, prime et réserves de la Société) sur base des comptes intérimaires de la Société et des comptes intérimaires internes en rapport avec la classe concernée qui sera préparé sur la base prévue à l'article 5, à chaque fois pas plus ancienne que huit (8) jours (ensemble les «Comptes Intérimaires»).

Le «Montant Disponible de Classe» signifie le montant total des profits net, réserves disponibles et prime de la Société (y compris les profits reportés) se rapportant à l'Investissement Spécifique auquel la classe de parts sociales concernée appartient (i) plus le montant de la réduction du capital social relatif aux classes de parts sociales rachetées (et, le cas échéant, le montant égal à la diminution de la réserve légale relative à la réduction du capital social en relation avec cette classe) mais (ii) moins toutes Pertes d'Investissement de cette classe (y compris les pertes reportées) et (iii) moins toute somme à placer à la/aux réserve/s en vertu des dispositions légales ou des statuts.

Le «Portefeuille Classe A» signifie les investissements par voie de parts sociales, de prime d'émission (ou de prime similaire), de prêts, de certificats de titres préférentiels ou d'autres instruments, convertibles ou non, ou autrement dans la société suivante:

- Italian Logistics Master Holdco S.à r.l., une société à responsabilité établie de droit luxembourgeois, ayant son siège au 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg (et les avoirs sous-jacents, filiales et entités), mais seulement pour les instruments souscrits ou acquis afin de financer directement ou indirectement le projet Ferrari, à l'exception des instruments souscrits ou acquis afin de financer tout autre projet et particulièrement le projet Scorpion, le projet Sigma et le projet Falcon;

Le «Portefeuille Classe B» signifie:

(i) les investissements par voie de parts sociales, de prime d'émission (ou de prime similaire), de prêts, de certificats de titres préférentiels ou d'autres instruments, convertibles ou non, ou autrement dans la société suivante:

- Italian Logistics Master Holdco S.à r.l., une société à responsabilité établie de droit luxembourgeois, ayant son siège au 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg (et les avoirs sous-jacents, filiales et entités), mais seulement pour les instruments souscrits ou acquis afin de financer directement ou indirectement le projet Scorpion, le projet Sigma et le projet Falcon, à l'exception des instruments souscrits ou acquis afin de financer tout autre projet et particulièrement le projet Ferrari;

(ii) tout autre investissement par voie de parts sociales, de prime d'émission (de prime similaire), de prêts, de certificats de titres préférentiels ou d'autres instruments, convertibles ou non, ou autrement afin de financer directement ou indirectement les sociétés ou les projets qui ne sont pas spécialement affectés au Portefeuille Classe A.

Les «Pertes d'investissement» signifie toutes pertes (y compris les pertes reportées relatives à l'Investissement Spécifique concerné) et tout coût, frais ou dépenses liées à l'Investissement Spécifique concerné (y compris le règlement par la Société de toute dette encourue dans le cadre de la gestion de l'Investissement Spécifique respectif) et un montant correspondant à la portion proportionnelle (calculée à partir de des frais d'exploitation de la Société) (évalué sur une base juste mais irrévocable par le conseil de gérance) et des pertes non recouvrables de la Société. La «Valeur d'Annulation par Part Sociale» est calculée en divisant le Montant d'Annulation de Classe par le nombre des parts sociales émises dans la classe de parts sociales devant être rachetée et annulée.

Le «Montant d'Annulation de Classe» est le montant déterminé par le gérant unique ou, le cas échéant, le conseil de gérance et approuvé par l'assemblée générale des associés sur base des Comptes Intérimaires. Toujours sous réserve du

montant des bénéfices nets, réserves et primes disponibles de la Société, le Montant d'Annulation de Classe concernant la classe de parts sociales devant être rachetée et annulée sera le Montant Disponible de la Classe sauf décision contraire de l'assemblée générale des associés de la manière prévue pour la modification des statuts, étant entendu toutefois que le Montant d'Annulation de Classe ne doit jamais être supérieur au Montant Disponible de Classe et étant entendu en outre que le Montant d'Annulation de Classe ne doit jamais être supérieur au montant des bénéfices nets, réserves et primes disponibles de la Société.

Au montant du rachat et de l'annulation des parts sociales de la classe concernée, la Valeur d'Annulation par Part Sociale sera exigible et payable par la Société.

Art. 7. Cession de parts sociales. Les parts sociales (de toute classe) sont librement cessibles entre associés. Sauf disposition contraire de la loi, la cession de parts sociales à des non associés est soumise à l'agrément des associés représentant au moins soixante-quinze pour cent (75%) du capital social de la Société.

Art. 8. Gérance de la Société. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants, associés ou non.

Le gérant unique ou, le cas échéant, le conseil de gérance est doté des pouvoirs les plus étendus pour gérer les affaires de la Société et pour autoriser et/ou exécuter tous les actes de disposition et d'administration relevant de l'objet de la Société. Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la loi ou par les statuts à l'assemblée générale relèveront de la compétence du gérant unique ou, le cas échéant, du conseil de gérance.

À l'égard des tiers, le gérant unique ou, le cas échéant, le conseil de gérance dispose des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances pour le compte de la Société ainsi que pour effectuer, approuver et autoriser tous les actes et toutes les opérations qui se rapportent à la Société et ne sont pas réservés par la loi ou les présents statuts à l'assemblée générale des associés.

Les gérants sont nommés et révoqués par l'assemblée générale des associés, qui statue à la majorité simple et qui détermine leurs pouvoirs et la durée de leur mandat. Si aucune durée n'est indiquée, les gérants sont nommés pour une période indéterminée. Les gérants sont rééligibles mais leur nomination peut également être révoquée avec ou sans motif (ad nutum) et ce, à tout moment.

En cas de pluralité de gérants, ceux-ci constituent un conseil de gérance. Tout gérant peut participer à toute réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique ou par d'autres moyens similaires de communication permettant à toutes les personnes prenant part à cette réunion de s'entendre les unes les autres et de communiquer entre elles. Une réunion peut également à tout moment être tenue uniquement sous forme de conférence téléphonique ou par des moyens similaires. La participation à une réunion ou la tenue d'une réunion par ces moyens équivaut à une participation en personne à cette réunion ou à la tenue en personne de cette réunion. Les gérants peuvent être représentés aux réunions du conseil par un autre gérant et ce, sans limitation quant au nombre de procurations qu'un gérant peut accepter et voter.

Un avis de convocation écrit doit être remis aux gérants au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue de la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les motifs de l'urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il peut être passé outre cet avis de convocation si chaque gérant donne son assentiment par écrit, par câble, télégramme, télex, email ou télécopie, ou par tout autre moyen similaire de communication. Il n'est pas obligatoire de remettre un avis de convocation spécial pour toute réunion du conseil devant se tenir à une heure et un lieu déterminés dans une résolution adoptée préalablement par le conseil de gérance.

Les décisions du conseil de gérance sont valablement prises avec l'accord de la majorité des gérants de la Société.

Les procès-verbaux des réunions du conseil de gérance seront signés par le président de cette réunion ou, en son absence, par deux gérants. Les copies ou les extraits de ces procès-verbaux seront signé(e)s par le président de cette réunion ou par deux gérants.

Le conseil de gérance peut également et ce, de manière unanime, adopter des résolutions sur un ou plusieurs documents similaires par voie circulaire en exprimant son approbation par écrit, par câble, télécopie ou tout autre moyen similaire de communication. L'ensemble constituera les documents circulaires dûment signés faisant foi de la résolution intervenue. Les résolutions des gérants, y compris celles prises par voie circulaire, peuvent être certifiées comme faisant foi ou un extrait de celles-ci pourra être émis par la signature individuelle de tout gérant.

La Société sera engagée par la seule signature individuelle en cas de gérant unique, et par la seule signature individuelle de l'un des gérants en cas de conseil de gérance. Dans tous les cas, la Société sera valablement engagée par la signature individuelle de toute(s) personne(s) à qui de tels pouvoirs de signature auront été délégués par le gérant unique (s'il n'en existe qu'un seul) ou selon le cas le conseil de gérance ou l'un des gérants.

Art. 9. Responsabilité des gérants. Les gérants ne sont pas tenus personnellement responsables des dettes de la Société. En tant que représentants de la Société, ils sont responsables de l'exécution de leurs obligations.

Sous réserve des exceptions et limitations énumérées ci-dessous, toute personne qui est, ou a été, gérant ou représentant de la Société, sera, dans la mesure la plus large permise par la loi, indemnisée par la Société pour toute responsabilité encourue et pour toutes dépenses raisonnables engagées ou payées par cette personne en rapport avec toute demande, action, poursuite ou procédure dans laquelle elle deviendrait impliquée en tant que partie ou en toute autre qualité en vertu de son mandat présent ou passé de gérant ou représentant et pour les sommes payées ou engagées par elle dans le cadre de leur règlement. Les termes «demande», «action», «poursuite» ou «procédure» s'appliqueront à toutes les demandes, actions,

poursuites ou procédures (civiles, pénales ou autres, y compris aux procédures d'appel) actuelles ou sur le point d'être engagées et les termes «responsabilité» et «dépenses» comprendront, de manière non limitative, les honoraires d'avocats, frais, jugements, montants payés dans le cadre d'une transaction et toutes autres engagements.

Aucune indemnisation ne sera due à un gérant ou représentant:

(i) en cas de mise en cause de sa responsabilité vis-à-vis de la Société ou de ses associés en raison d'un abus de pouvoir, de mauvaise foi, de négligence grave ou d'imprudence dans l'exécution des obligations découlant de sa fonction;

(ii) en rapport avec toute affaire dans laquelle il aurait été finalement condamné pour avoir agi de mauvaise foi et non dans l'intérêt de la Société; ou

(iii) en cas d'une transaction, à moins que celle-ci n'ait été approuvée par une juridiction compétente ou par le conseil de gérance.

Le droit à indemnisation prévu par les présentes est divisible, n'affectera aucun autre droit dont un gérant ou représentant peut bénéficier actuellement ou ultérieurement, subsistera à l'égard de toute personne ayant cessé d'être gérant ou représentant et bénéficiera aux héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs de cette personne. Les dispositions des présentes n'affecteront aucun droit à indemnisation dont pourrait bénéficier le personnel de la Société, y compris les dirigeants et représentants, en vertu d'un contrat ou tout autre engagement en vertu de la loi.

Les dépenses relatives à la préparation et la représentation d'une défense dans le cadre de toute demande, action, poursuite ou procédure de nature telle que décrite dans le présent article, seront avancées par la Société avant toute décision définitive sur la question de savoir qui supportera ces dépenses, moyennant l'engagement par ou pour le compte du représentant ou dirigeant de rembourser ce montant s'il est finalement déterminé qu'il n'a pas droit à une indemnisation aux termes du présent article.

Art. 10. Droits de vote des associés. Chaque associé peut participer aux décisions collectives. Il dispose d'un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède (quelle que soit la classe) et peut se faire valablement représenter aux assemblées des associés par l'intermédiaire d'un porteur de procuration spéciale.

Art. 11. Assemblées générales. Les décisions des associés sont prises dans les formes et aux majorités prévues par la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales par écrit (dans la mesure où la loi le permet) ou lors d'assemblées. Toute assemblée des associés de la Société régulièrement constituée ou toute résolution circulaire écrite valide (le cas échéant) représentera l'intégralité des associés de la Société.

Les assemblées seront convoquées par un avis de convocation envoyé par lettre recommandée aux associés à leur adresse figurant dans le registre des associés tenu par la Société au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée. Si l'intégralité du capital social de la Société est représentée à une assemblée, l'assemblée peut être tenue sans convocation préalable.

Dans le cas de résolutions écrites, le texte de ces résolutions doit être envoyé aux associés à leur adresse inscrite dans le registre des associés tenu par la Société au moins huit (8) jours avant la date effective proposée des résolutions. Les résolutions prendront effet après approbation de la majorité tel que prévu par la loi en matière de décisions collectives (ou sous réserve du respect des conditions de majorité, à la date y précisée). Une résolution écrite unanime peut être adoptée à tout moment et ce, sans convocation préalable.

Sauf disposition contraire de la loi, (i) les décisions de l'assemblée générale seront valablement adoptées si elles sont approuvées par les associés représentant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première assemblée ou lors de la première résolution écrite, les associés seront convoqués ou consultés une seconde fois par lettre recommandée, et les décisions seront adoptées à la majorité des voix exprimées, quelle que soit la proportion du capital représentée. (ii) Cependant, les décisions portant sur la modification des statuts sont prises par (x) la majorité des associés (y) représentant au moins trois quarts du capital social émis et (iii) les décisions portant sur le changement de nationalité de la Société seront prises par les associés représentant cent pour cent (100%) du capital social émis.

À aucun moment la Société ne comptera plus de trente (30) associés. À aucun moment une personne physique ne sera autorisée à devenir un associé de la Société.

Art. 12. Exercice social. L'exercice social commence au 1^{er} janvier de chaque année et se termine au 31 décembre de la même année, sauf pour le premier exercice social qui commencera le jour de la constitution et se terminera le 31 décembre 2016.

Art. 13. Comptes annuels. Chaque année, à la fin de l'exercice social, le gérant ou, le cas échéant, le conseil de gérance établit les comptes annuels.

Les comptes annuels sont mis à la disposition des associés au siège social de la Société.

Art. 14. Distributions. Cinq pour cent (5%) des bénéfices nets annuels seront affectés à la constitution d'une réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque cette réserve atteint dix pour cent (10%) du capital social émis de la Société.

Les associés peuvent décider de verser des acomptes sur dividendes sur base d'un état comptable préparé par le gérant ou, le cas échéant, le conseil de gérance, duquel il ressort que des fonds suffisants sont disponibles pour distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice comptable augmenté des bénéfices reportés ainsi que des réserves distribuables et primes mais diminué des pertes reportées

et des sommes à allouer à une réserve en vertu de la loi (sans tenir compte du Revenu d'Investissement Net d'une Classe). La distribution à une classe ne pourra être effectuée qu'à partir du Revenu d'Investissement Net de la Classe concernée (sous réserve de ce qui précède).

Le «Revenu Net d'Investissement» signifie tout revenu résultant de l'/les investissement(s) relatif(s) à une classe de parts sociales, étant le revenu net de toute disposition partielle ou totale de l'Investissement Spécifique concerné (disposition signifiant des transferts et des apports de toute sorte) de même que tous dividendes ou autres distributions, intérêts, revenu, remboursement du principal ou autre revenu résultant de l'Investissement Spécifique et avoirs et fonds de réserve reçus par ou attribuables à la Société en relation avec l'émission de la classe de parts sociales concernée tel que la prime d'émission ou tous montants des bénéfices (en relation avec l'/les Investissement(s) Spécifique(s)) reportés, tout en déduisant tous coûts, frais ou dépenses liées à l'Investissement Spécifique (y compris le règlement par la Société de toute dette encourue dans le cadre de la gestion de l'Investissement Spécifique) et un montant correspondant à la portion proportionnelle calculée à partir de frais d'exploitation de la Société (évalué sur une base juste mais irrévocable par le gérant unique ou, le cas échéant, le conseil de gérance) et des pertes non recouvrables de la Société).

Le solde peut être distribué aux associés sur décision de l'assemblée générale des associés.

Le compte de prime d'émission (ou tout compte de prime similaire) peut être distribué aux associés sur décision d'une assemblée générale des associés, mais uniquement aux associés de la classe à laquelle cette prime d'émission (ou prime similaire) se rapporte. L'assemblée générale des associés peut décider d'affecter tout montant issu du compte de prime d'émission (ou de tout compte de prime similaire) au compte de la réserve légale.

Le présent article s'applique sans préjudice de tout droit de distribution spécifique existant entre les détenteurs des parts sociales de quelque classe que ce soit ou qui pourraient être convenus de temps à autre par les associés.

Art. 15. Dissolution. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera accomplie par un ou plusieurs liquidateur(s), associé(s) ou non, qui est/sont nommé(s) par l'assemblée générale des associés qui fixera leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Au moment de la liquidation de la Société, le produit de la liquidation de chaque classe sera le montant auquel chaque classe a droit selon l'Investissement Spécifique concerné le cas échéant ou, dans le cas des parts sociales non-traçantes, selon la valeur nominale des parts sociales qui peut être déterminée à l'aide de compartiment séparé contenant le patrimoine actif et passif, établis par le conseil de gérance pour ces parts sociales dans les comptes internes de la Société. Chaque classe de parts sociales a droit au produit de la liquidation déterminé comme suit par rapport à l'Investissement Spécifique concerné auquel la classe se rapporte ou, dans le cas des classes de parts sociales non-traçantes, comme suit à partir de la valeur nominale des parts sociales:

En premier lieu seront payés les dettes et engagements de la Société (sans tenir compte de l'Investissement Spécifique). Ces dettes ou engagements seront attribués à la (aux) classe(s) d'actions à laquelle (auxquelles) ils appartiennent spécifiquement (c'est-à-dire parce qu'ils se rapportent à l'Investissement Spécifique concerné de cette classe) ou, si cela n'est pas possible, distribués proportionnellement entre toutes les classes d'actions en proportion du capital social émis de la Société qu'ils représentent.

Ensuite, le montant des dettes concerné pour chaque classe d'actions présenté dans la catégorie séparée pour l'Investissement Spécifique auquel elles se rapportent sera établi contre des avoirs attribuables à la classe concernée y compris en particulier l'Investissement Spécifique de cette classe et tout fonds en réserve attribuable à cette classe. Les avoirs non attribués à une classe spécifique seront divisés au pro rata à toutes les classes de parts sociales.

Dans la mesure où le montant ainsi calculé pour toute classe est négatif, cette classe ne sera pas autorisée à recevoir un quelconque boni de liquidation. Le montant négatif concerné sera réparti proportionnellement entre toutes les classes d'actions qui ont un montant positif jusqu'au montant positif. Tout surplus restant dans une classe d'actions spécifique (le «Surplus de Classe») sera distribué aux détenteurs concernés de cette classe d'actions.

Le présent article s'applique sans préjudice de tout droit de distribution/attribution spécifique existant entre les détenteurs des parts sociales de quelque classe que ce soit ou qui pourraient être convenus de temps à autre par les associés.

Art. 16. Associé unique. Lorsque, et aussi longtemps qu'un associé détient toutes les parts sociales de la Société, la Société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179 (2) de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales; dans ce cas, les articles 200-1 et 200-2, entre autres, de la même loi sont applicables.

Art. 17. Loi applicable. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés se réfèrent aux dispositions légales en vigueur.»

Après considération, l'Associé Unique a pris les décisions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique a décidé d'augmenter le capital social de la société de son montant actuel de douze mille cinq cents euros (12.500 EUR) à un montant de cinquante mille euros (50.000 EUR) par l'émission de (i) cinq cents nouvelles parts sociales de la classe A (les «Parts Sociales de Classe A») et (ii) mille nouvelles parts sociales de la classe B (les «Parts Sociales de Classe B») d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (25 EUR) chacune.

L'Associé Unique, représenté comme décrit ci-dessus, a souscrit aux Nouvelles Parts Sociales et payé les Nouvelles Parts Sociales par l'Apport en Nature consistant en cinq cents (500) parts sociales détenues par l'Associé Unique dans la

Société Ferrari et mille (1000) parts sociales détenues par l'Associé Unique dans la Société Scorpion pour un montant total de cent soixante-quatorze million huit cent quarante mille huit cents trente-huit euros et quatre-vingt-un centimes (174.840.838,81 EUR).

L'Associé Unique a pris connaissance du Rapport d'Evaluation. La conclusion du Rapport d'Evaluation se lit comme suit:

«En vue de ce qui précède, le Gérant Unique est d'avis que la valeur de l'Apport en Nature s'élève à cent soixante-quatorze million huit cent quarante mille huit cents trente-huit euros et quatre-vingt-un centimes (174.840.838,81 EUR), ce qui est au moins égal au prix total de souscription de (i) cinq cents (500) parts sociales de classe A devant être émises et (ii) mille (1000) parts sociales de classe B devant être émises, y compris les comptes primes y allouées au montant de cent soixante-quatorze million huit cent trois mille trois cent trente-huit euros et quatre-vingt-un centimes (174.803.338,81 EUR).»

L'Associé Unique a décidé d'évaluer l'Apport en Nature à un montant de cent soixante-quatorze million huit cent quarante mille huit cents trente-huit euros et quatre-vingt-un centimes (174.840.838,81 EUR) et d'approuver l'évaluation de l'Apport en Nature.

L'Associé Unique a décidé d'émettre les Nouvelles Parts Sociales et d'allouer un montant de trente-sept mille cinq cents euros (37.500 EUR) au capital social de la Société et d'allouer un montant de quatre-vingt million cent vingt-six mille quatre cent trente-quatre euros et quatre-vingt-un centimes (85.126.434,81 EUR) au compte prime alloué aux parts sociales de la classe A et un montant de quatre-vingt-neuf million six cent soixante-seize mille neuf cent quatre euros (89.676.904 EUR) au compte prime alloué aux parts sociales de la classe B.

Deuxième résolution

L'Associé Unique a décidé de modifier et refondre en conséquence les statuts de la Société dans leur intégralité de sorte qu'ils aient la teneur indiquée au point B) de l'ordre du jour.

Le notaire soussigné qui comprend et parle français et anglais, constate par les présentes qu'à la demande de la partie comparante, le présent procès-verbal est rédigé en anglais suivi d'une traduction française; à la demande de la même partie comparante, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte français fera foi.

Dont acte, passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Après lecture du présent acte au mandataire de la partie comparante, connue du notaire par son prénom, nom, état civil et résidence, cette personne a signé avec le notaire le présent acte original.

Signé: Jassova, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 26 février 2016. Relation: EAC/2016/5128. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME

Référence de publication: 2016082051/793.

(160048653) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2016.

Kensington UK Office (Chester) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 185.944.

In the year two thousand and sixteen, on the eighth day of March.

Before us, Maître Edouard DELOSCH, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

Cains Trustees (Jersey) Limited, incorporated and registered with the Jersey Companies Registry under the registration number 114731 and Cains Fiduciaries (Jersey) Limited, incorporated and registered with the Jersey Companies Registry under the registration number 114717, both having their registered office at PO BOX 83, Ordnance House, 31 Pier Road, St Helier, Jersey JE4 8PW, acting in their capacity of joint trustees of Webb Business Parks Property Unit Trust,

here represented by Ariane Klaps, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy under private seal given on 3rd March 2016.

Said proxy, signed "ne varietur" by the proxyholder and the undersigned notary, will be annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing party is the sole shareholder (the "Sole Shareholder") Kensington UK Office (Chester) S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, having a share capital of fifteen thousand British pounds sterling (GBP 15,000.-), registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 185944 (hereinafter the "Company") and incorporated pursuant to a notarial deed dated 4 April 2014 and published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 947 on 14 April 2014. The articles of association have

been lastly amended pursuant to a notarial deed dated 29 May 2015 and published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 2048 on 12 August 2015.

The Sole Shareholder, represented as stated above, then reviewed the following agenda:

Agenda

1. Dissolution and liquidation of the Company;
2. Discharge to be granted to the managers of the Company;
3. Appointment of a liquidator and determination of its powers; and
4. Miscellaneous.

Having duly considered each item on the agenda, the Sole Shareholder takes, and requires the notary to enact, the following resolutions:

First resolution

In compliance with articles 141 to 151 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the “Law”), the Sole Shareholder resolves to dissolve and liquidate the Company.

Second Resolution

The Sole Shareholder resolves to grant discharge and release from liability the managers of the Company for their conduct of the Company's affairs during their mandates.

Third Resolution

As a consequence of the preceding resolution, the Sole Shareholder resolves to appoint FIDES (Luxembourg) S.A., a Luxembourg société anonyme having its registered office at 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 41469, as liquidator of the Company (the “Liquidator”).

The Liquidator has the broadest powers as provided for by articles 144 to 148bis of the Law, it being however specified that the Liquidator may not dispose of any real estate asset of the Company other than by way of distribution in specie to the Sole Shareholder. The Liquidator is relieved from drawing-up inventory and may refer to the accounts of the Company.

The Company will be bound by the sole signature of the Liquidator.

The Liquidator may, under its responsibility, for special or specific operations, delegate to one or more proxyholders such powers as it determines and for the period as it thinks fit.

The Liquidator may distribute the Company's assets to the Sole Shareholder in cash and/or in kind in its sole discretion. Such distribution may take the form of one or more advance payments on future liquidation proceeds.

Costs and Expenses

The costs, expenses, fees and charges of any kind which shall be borne by the Company as a result of this deed are estimated at one thousand four hundred euro (EUR 1,400.-).

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing party, this deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing party and in case of discrepancy between the English and the French text, the English version shall prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholder of the appearing party signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède

L'an deux mille seize, le huitième jour du mois de mars,

Par-devant nous, Maître Edouard DELOSCH, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

A COMPARU:

Cains Trustees (Jersey) Limited, constitué et inscrit auprès du Jersey Companies Registry sous le numéro d'enregistrement 114731, et Cains Fiduciaries (Jersey) Limited, constitué et inscrit auprès du Jersey Companies Registry sous le numéro d'enregistrement 114717, les deux ayant leur siège social à PO BOX 83, Ordnance House, 31 Pier Road, St Helier, Jersey JE4 8PW, agissant en leur capacité de trustees conjoints de Webb Business Parks Property Unit Trust,

ici représentée par Ariane Klaps, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 3 mars 2016. La procuration, signée ne varietur par le mandataire de la comparante et par le notaire, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités d'enregistrement.

La comparante est l'associé unique (l'«Associé Unique») de Kensington UK Office (Chester) S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, ayant un capital social de quinze mille Livres

Sterling anglaises (GBP 15.000,-), enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro B 185944 (ci-après la «Société») et constituée selon acte notarié du 4 Avril 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 947 en date du 14 Avril 2014. Les statuts ont récemment été modifiés selon acte notarié du 29 mai 2015, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 2048 en date du 12 Août 2015.

L'Associé Unique, représenté comme mentionné ci-dessus, a examiné l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour

1. Dissolution et liquidation de la Société;
2. Quitus aux gérants de la Société;
3. Nomination d'un liquidateur et détermination de ses pouvoirs; et
4. Divers.

Après avoir dûment examiné chaque point figurant à l'ordre du jour, l'Associé Unique adopte et requiert le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

Conformément aux articles 141 à 151 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»), l'Associé Unique décide de dissoudre et de liquider la Société.

Deuxième résolution

L'Associé unique décide de donner quitus aux gérants de la Société pour la gestion des affaires sociales durant leurs mandats.

Troisième résolution

En conséquence de la résolution qui précède, l'Associé unique décide de nommer FIDES (Luxembourg) S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois ayant son siège social au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro B41469, en tant que liquidateur de la Société (le «Liquidateur»).

Le Liquidateur dispose des pouvoirs les plus étendus tels que prévus aux articles 144 à 148bis de la Loi étant toutefois précisé que le Liquidateur ne peut céder aucun actif immobilier de la Société autrement que par une distribution en nature au profit de l'Associé Unique.

Le Liquidateur est dispensé de dresser un inventaire et peut se référer aux comptes de la Société.

La Société est engagée par la seule signature du Liquidateur.

Le liquidateur pourra, sous sa responsabilité, pour des opérations spéciales ou déterminées, déléguer à un ou plusieurs mandataires une partie de ses pouvoirs dont il fixera l'étendue et la durée.

Le liquidateur pourra distribuer, à sa discrétion, les actifs de la Société à l'Associé Unique en espèce et/ou en nature. Cette distribution pourra prendre la forme d'une ou plusieurs avances sur le boni de liquidation futur.

Frais et Dépenses

Le montant des frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature qui incombe à la Société en raison de cet acte est évalué à environ mille quatre cents euros (EUR 1.400,-).

Dont acte, passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la demande de la comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction en français; et qu'à la demande de la même comparante et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

L'acte ayant été lu au mandataire de la comparante connu du notaire instrumentant par nom, prénom, et résidence, ledit mandataire de la comparante a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: A. KLAPS, DELOSCH.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 10 mars 2016. Relation: 1LAC/2016/8136. Reçu douze (12.-) euros.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 21 mars 2016.

Référence de publication: 2016082076/122.

(160048937) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2016.

Kataris, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 15, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 159.557.

—
CLOTURE DE LIQUIDATION

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-second day of December 2015,
before Us, Maître Jacques KESSELER, notary, residing in Pétange, Grand Duchy of Luxembourg,

was held

an extraordinary general meeting (the Meeting) of the shareholders (the Shareholders) of Kataris (the Company), a Luxembourg investment company with variable capital (société d'investissement à capital variable), incorporated under the form of a public limited liability company (société anonyme), subject to, and authorised under, the law of 13 February 2007 on specialised investment funds, as amended, having its registered office at 15, Avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B159557.

The Company was incorporated on 15 March 2011 pursuant to a notarial deed recorded by Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, n°560 on 25 March 2011. The articles of incorporation of the Company (the Articles) have not been amended since.

The Meeting is opened at 7.30 p.m. with Benoit Kelecom residing professionally at 33 avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, as chairman. The chairman appoints Mathieu Voos residing professionally at 33 avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, as secretary and scrutineer of the Meeting. The chairman and the secretary and scrutineer are collectively referred to hereafter as the Members of the Bureau or as the Bureau.

The Bureau having thus been constituted, the chairman requests the notary to record that:

1. the Shareholders present or represented at the Meeting and the number of shares which they hold are recorded in an attendance list, which will remain attached to these minutes and which will be signed by the Shareholders present at the Meeting and the holders of powers of attorney who represent the Shareholders who are not present and the members of the Bureau. The said list as well as the powers of attorney will remain attached to these minutes;

2. it appears from the attendance list the entire share capital of the Company is duly represented at the Meeting. The Shareholders declare that they have had due notice of the Meeting, and have been duly informed of the agenda prior to the Meeting. The Meeting notes that there the quorum required under article 25.6 of the Articles is thus met. It follows from the above that the Meeting is regularly constituted and can validly deliberate on all the points on the agenda;

3. the agenda of the Meeting is as follows:

(i) Waiver of the convening notice;

(ii) decision to dissolve the Company and to put the Company into voluntary liquidation (liquidation volontaire) with immediate effect;

(iii) decision to appoint Mr Marc Lefèbvre and Mr Benoît Andrianna as liquidators (liquidateurs) of the Company (the Liquidators);

(iv) acknowledgement that an application has been submitted the CSSF to also appoint Mr Eric Diamantis' as liquidator of the Company;

(v) decision to (i) confer to the Liquidators the broadest powers set forth in articles 144 et seq. of the Luxembourg Act dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the Companies Act); (ii) authorise the Liquidators to carry out all operations, including those referred to in article 145 of the Companies Act, without the prior authorisation of the Shareholders; (iii) authorise the Liquidators to delegate, under their own responsibility, their powers, for specific operations or task, to one or several persons or entities; and (iv) authorise the Liquidators to make advance payments of the liquidation proceeds (boni de liquidation) to the Shareholders, in accordance with article 148 of the Companies Act;

(vi) decision to confer to the Liquidators the power to (i) agree to debt releases and waivers with the Company's debtors and (ii) waive security interests and other guarantees granted to the benefit of the Company by its debtors if such waivers and releases are deemed by the Liquidators to be necessary or useful in the context of the liquidation and in light of the financial situation of the relevant debtors;

(vii) decision to (i) instruct the Liquidators to realise at the best of their abilities and with regard to the circumstances all the assets of the Company, to pay the debts of the Company and to issue a report on the liquidation of the Company; (ii) authorise the Liquidators, under their own responsibility, to delegate for certain determined operations, the whole or part of their powers to one or more proxies; and (iii) acknowledge that the Liquidators must not draw up an inventory and may rely on the books and accounts of the Company;

(viii) decision to appoint Mazars Luxembourg S.A., the current auditor (réviseur d'entreprise agréé) of the Company (the Auditor) as auditor (réviseur d'entreprise agréé) of the Company in respect of the liquidation of the Company; and

(ix) acknowledgement that the Liquidators will convene (i) an extraordinary general meeting of the Shareholders to appoint Mr Diamantis upon CSSF approval and (ii) an extraordinary general meeting of the Shareholders resolving on the closing of the liquidation.

After deliberation the Meeting passed the following resolutions by unanimous vote:

First resolution

The Shareholders waive the convening notices, consider themselves duly convened and declare having full knowledge of the agenda which was communicated to them in advance.

Second resolution

The Meeting resolves to dissolve the Company and to voluntarily put the Company into liquidation (liquidation volontaire) with immediate effect.

Third resolution

The Meeting resolves to appoint the Liquidators.

Fourth resolution

The Meeting resolves to acknowledge that an application has been submitted the CSSF to also appoint Mr Eric Diamantis as liquidator of the Company.

Fifth resolution

The Meeting resolves to confer to the Liquidators the broadest powers set forth in articles 144 et seq. of the Companies Act.

The Liquidators shall be entitled to pass all deeds and carry out all operations, including those referred to in article 145 of the Companies Act, without the prior authorisation of the Shareholders. The Liquidators may, under their sole responsibility, delegate their powers for specific operations or tasks to one or several persons or entities.

The Liquidators shall be authorised to make, in their sole discretion, advance payments of the liquidation proceeds (boni de liquidation) to the Shareholders, in accordance with article 148 of the Companies Act.

For the avoidance of doubt, the Liquidators is vested with the widest powers to do everything, which is required for the liquidation of the Company and the disposal of the assets of the Company under their sole signature.

Sixth resolution

The Meeting resolves to confer to the Liquidators the power to (i) agree to debt releases and waivers with the Company's debtors and (ii) waive security interests and other guarantees granted to the benefit of the Company by its debtors if such waivers and releases are deemed by the Liquidators to be necessary or useful in the context of the liquidation and in light of the financial situation of the relevant debtors.

Seventh resolution

The Meeting resolves (i) to instruct the Liquidators to realise at the best of their abilities and with regard to the circumstances all the assets of the Company, to pay the debts of the Company and to issue a report on the liquidation of the Company, (ii) to authorise the Liquidators, under their own responsibility, to delegate for certain determined operations, the whole or part of their powers to one or more proxies; and (iii) to acknowledge that the Liquidators must not draw up an inventory and may rely on the books and accounts of the Company.

Eighth resolution

The Meeting resolves to appoint the Auditor as auditor (réviseur d'entreprise agréé) of the Company in respect of the liquidation of the Company.

Ninth resolution

The Meeting acknowledges that the Liquidators will convene (i) an extraordinary general meeting of Shareholders to appoint Mr Diamantis upon CSSF approval and (ii) an extraordinary general meeting of Shareholders resolving on the closing of the liquidation, which shall be held, as soon as practicable after the Liquidators will have performed their duties, with in substance the following agenda:

- (1) waiver of the convening notice;
- (2) presentation of the report of the Liquidators;
- (3) presentation of the audit report of the Auditor on the liquidation of the Company;
- (4) presentation and approval of the pro-forma accounts for the period having started on 1 January 2015 and having ended on the date of the extraordinary general meeting having decided to put the Company into liquidation;
- (5) release (quitus) to each of the Directors for all their duties during, and in connection with, the financial year having started on 1 January 2015 and having ended on the date of the extraordinary general meeting having decided to put the Company into liquidation;

(6) release (quitus) to each of the Liquidators, as liquidators (liquidateurs) of the Company, for all their duties during, and in connection with, the liquidation of the Company;

(7) release (quitus) to the Auditor, for all its duties during, and in connection with, (i) the financial year having started on 1 January 2015 and having ended on the date of the extraordinary general meeting deciding to put the Company into liquidation, and (ii) the liquidation of the Company;

(8) decision to close the liquidation of the Company; and

(9) decision that the Company's documents and books shall be kept, for a period of five years from the date of publication of the closing of the liquidation, at the following address: 15 avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There being no further business on the agenda of the Meeting, the chairman adjourns the Meeting at

The undersigned notary, who understands and speaks English, states hereby that at the request of the above appearing persons, this notarial deed is worded in English.

This notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the date stated at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, the said persons signed together with Us, the notary, the present original deed.

Signé: Kelecom, Voos, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 31 décembre 2015. Relation: EAC/2015/31606. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME

Référence de publication: 2016082074/132.

(160048490) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2016.

Kensington UK Retail (Scarborough AW) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, Avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 184.152.

In the year two thousand and sixteen, on the eighth day of March.

Before us, Maître Edouard DELOSCH, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

Cains Trustees (Jersey) Limited, incorporated and registered with the Jersey Companies Registry under the registration number 114731 and Cains Fiduciaries (Jersey) Limited, incorporated and registered with the Jersey Companies Registry under the registration number 114717, both having their registered office at PO BOX 83, Ordnance House, 31 Pier Road, St Helier, Jersey JE4 8PW, acting in their capacity of joint trustees of Webb Commerce Property Unit Trust,

here represented by Ariane Klaps, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy under private seal given on 3rd March 2016.

Said proxy, signed "ne varietur" by the proxyholder and the undersigned notary, will be annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing party is the sole shareholder (the "Sole Shareholder") of Kensington UK Retail (Scarborough AW) S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, having a share capital of fifteen thousand British pounds sterling (GBP 15,000.-), registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 184152 (hereinafter the "Company") and incorporated pursuant to a notarial deed dated 9 January 2014 and published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 832 on 1st April 2014. The articles of association have been lastly amended pursuant to a notarial deed dated 21 May 2015 and published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 2064 on 13 August 2015.

The Sole Shareholder, represented as stated above, then reviewed the following agenda:

Agenda

1. Dissolution and liquidation of the Company;
2. Discharge to be granted to the managers of the Company;
3. Appointment of a liquidator and determination of its powers; and
4. Miscellaneous.

Having duly considered each item on the agenda, the Sole Shareholder takes, and requires the notary to enact, the following resolutions:

First resolution

In compliance with articles 141 to 151 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the “Law”), the Sole Shareholder resolves to dissolve and liquidate the Company.

Second Resolution

The Sole Shareholder resolves to grant discharge and release from liability the managers of the Company for their conduct of the Company's affairs during their mandates.

Third Resolution

As a consequence of the preceding resolution, the Sole Shareholder resolves to appoint FIDES (Luxembourg) S.A., a Luxembourg société anonyme having its registered office at 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 41469, as liquidator of the Company (the “Liquidator”).

The Liquidator has the broadest powers as provided for by articles 144 to 148bis of the Law, it being however specified that the Liquidator may not dispose of any real estate asset of the Company other than by way of distribution in specie to the Sole Shareholder. The Liquidator is relieved from drawing-up inventory and may refer to the accounts of the Company.

The Company will be bound by the sole signature of the Liquidator.

The Liquidator may, under its responsibility, for special or specific operations, delegate to one or more proxyholders such powers as it determines and for the period as it thinks fit.

The Liquidator may distribute the Company's assets to the Sole Shareholder in cash and/or in kind in its sole discretion. Such distribution may take the form of one or more advance payments on future liquidation proceeds.

Costs and Expenses

The costs, expenses, fees and charges of any kind which shall be borne by the Company as a result of this deed are estimated at one thousand two hundred euro (EUR 1,200.-).

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing party, this deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing party and in case of discrepancy between the English and the French text, the English version shall prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholder of the appearing party signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède

L'an deux mille seize, le huitième jour du mois de mars.

Par-devant nous, Maître Edouard DELOSCH, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

A COMPARU:

Cains Trustees (Jersey) Limited, constitué et inscrit auprès du Jersey Companies Registry sous le numéro d'enregistrement 114731, et Cains Fiduciaries (Jersey) Limited, constitué et inscrit auprès du Jersey Companies Registry sous le numéro d'enregistrement 114717, les deux ayant leur siège social à PO BOX 83, Ordnance House, 31 Pier Road, St Helier, Jersey JE4 8PW, agissant en leur capacité de trustees conjoints de Webb Commerce Property Unit Trust,

ici représentée par Ariane Klaps, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 3 mars 2016. La procuration, signée ne varietur par le mandataire de la comparante et par le notaire, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités d'enregistrement.

La comparante est l'associé unique (l'«Associé Unique») de Kensington UK Retail (Scarborough AW) S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, ayant un capital social de quinze mille Livres Sterling anglaises (GBP 15.000,-), enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro B 184152 (ci-après la «Société») et constituée selon acte notarié du 9 janvier 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 832 en date du 1^{er} avril 2014. Les statuts ont récemment été modifiés selon acte notarié du 21 mai 2015, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 2064 en date du 13 août 2015.

L'Associé Unique, représenté comme mentionné ci-dessus, a examiné l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour

1. Dissolution et liquidation de la Société;
2. Quitus aux gérants de la Société;
3. Nomination d'un liquidateur et détermination de ses pouvoirs; et
4. Divers.

Après avoir dûment examiné chaque point figurant à l'ordre du jour, l'Associé Unique adopte et requiert le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

Conformément aux articles 141 à 151 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»), l'Associé Unique décide de dissoudre et de liquider la Société.

Deuxième résolution

L'Associé unique décide de donner quitus aux gérants de la Société pour la gestion des affaires sociales durant leurs mandats.

Troisième résolution

En conséquence de la résolution qui précède, l'Associé unique décide de nommer FIDES (Luxembourg) S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois ayant son siège social au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro B41469, en tant que liquidateur de la Société (le «Liquidateur»).

Le Liquidateur dispose des pouvoirs les plus étendus tels que prévus aux articles 144 à 148bis de la Loi étant toutefois précisé que le Liquidateur ne peut céder aucun actif immobilier de la Société autrement que par une distribution en nature au profit de l'Associé Unique.

Le Liquidateur est dispensé de dresser un inventaire et peut se référer aux comptes de la Société.

La Société est engagée par la seule signature du Liquidateur.

Le liquidateur pourra, sous sa responsabilité, pour des opérations spéciales ou déterminées, déléguer à un ou plusieurs mandataires une partie de ses pouvoirs dont il fixera l'étendue et la durée.

Le liquidateur pourra distribuer, à sa discrétion, les actifs de la Société à l'Associé Unique en espèce et/ou en nature. Cette distribution pourra prendre la forme d'une ou plusieurs avances sur le boni de liquidation futur.

Frais et Dépenses

Le montant des frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature qui incombe à la Société en raison de cet acte est évalué à environ mille deux cents euros (EUR 1.200,-).

Dont acte, passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la demande de la comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction en français; et qu'à la demande de la même comparante et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

L'acte ayant été lu au mandataire de la comparante connu du notaire instrumentant par nom, prénom, et résidence, ledit mandataire de la comparante a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: A. KLAPS, DELOSCH.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 10 mars 2016. Relation: 1LAC/2016/8135. Reçu douze (12.-) euros.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 21 mars 2016.

Référence de publication: 2016082085/122.

(160048933) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2016.

Agile Capital North S.A. - SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Capital social: EUR 31.000,00.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 22, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 179.916.

—
DISSOLUTION

IN THE YEAR TWO THOUSAND AND SIXTEEN, ON THE FIFTEENTH DAY OF MARCH.

Before us Maître Cosita DELVAUX, notary residing in Luxembourg,

there appeared:

Mr Mikhail BULAENKO, born on 26 May 1979 in Sochi, Russia, residing in 126, Angel's crt., fl. 7, Triq Lapsi, San Giljan, Malta,

hereinafter called the "appearing party" or the "sole shareholder",

duly represented by Mr Cédric RATHS, certified accountant, residing professionally in Luxembourg,

by virtue of proxy given under private seal on 10 March 2016,

which proxy, signed "ne varietur" by the proxyholder of the appearing party and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities;

Such appearing party, represented as indicated, has requested the undersigned notary to state the following:

1. That the company Agile Capital North SPF S.A. - SPF, a société de gestion de patrimoine familial organized as a société anonyme, with registered office in L-1930 Luxembourg, 22, avenue de la Liberté, R.C.S. Luxembourg B179916, was incorporated pursuant to a deed of Maître Henri BECK, notary residing in Echternach, Grand Duchy of Luxembourg, on 26 August 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations under number 2579 of 16 October 2013 (the "Company") and whose articles of incorporation have never been amended since.

2. That the Company's capital amounts to thirty-one thousand euro (EUR 31,000.-) represented by thirty-one thousand (31,000) shares with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each, all issued in registered form.

3. That the appearing party has become successively the holder of all the shares and is the current sole shareholder of the Company.

4. That the appearing party, as sole shareholder, hereby expressly declares that it is proceeding to the dissolution of the Company with immediate effect;

5. That the appearing party, as sole shareholder of the Company, declares that it has realized, received, or will take over all the assets of the Company, that all the liabilities of the Company against third parties have been fully paid off or duly provisioned for, and that it is personally responsible for all liabilities of the Company whether presently known or unknown;

6. That the appearing party has appointed as liquidator of the Company SO CUTE, a société à responsabilité limitée, with registered office in 22, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B172136, which draw up a liquidation report, which shall remain here attached.

7. That the liquidator's statement have been, in accordance with the law, subject of the annexed auditor's report on liquidation established by FIDEURO, a société anonyme, with registered office in 283, route d'Arlon, L-8011 Strassen, R.C.S. Luxembourg B151304, designated commissaire-vérificateur, which confirm the exactness of the liquidator's statements. The report of commissaire-vérificateur to the liquidation shall remain attached to the present deed;

8. That the appearing party approves the report of the commissaire-vérificateur and that thus the liquidation is done and closed;

9. That the appearing party grants discharge to the sole director and to the statutory auditor of the Company;

10. That the documents of the Company will be kept during five years at the former registered office of the Company;

11. That the appearing party may proceed to the cancellation of the Company's shares register;

12. That Mr Cédric RATHS, above named, is appointed special attorney in order to execute any act which can be required once the Company is dissolved.

Estimate of costs

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present stated dissolution of the Company, are estimated at one thousand four hundred euro (EUR 1,400.-).

The undersigned notary who speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and that in case of divergences between the English and French texts, the English version will be binding.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the notary by his name, Christian name, civil status and residence, said person signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'AN DEUX MILLE SEIZE, LE QUINZE MARS.

Par devant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Luxembourg,

a comparu:

Monsieur Mikhail BULAENKO, né le 26 mai 1979 à Sochi, Russie, demeurant au 126, Angel's crt., fl. 7, Triq Lapsi, San Giljan, Malte,

ci-après appelé "la partie comparante" ou "l'actionnaire unique",

représenté par Monsieur Cédric RATHS, expert-comptable, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privée, donnée le 10 mars 2016,

laquelle procuration restera, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, annexée aux présentes avec lesquelles elle sera soumise aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle partie comparante, représentée comme il est dit, a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

1. Que la société Agile Capital North SPF S.A. - SPF, une société de gestion de patrimoine familial organisée sous forme d'une société anonyme ayant son siège social à L-1930 Luxembourg, 22, avenue de la Liberté, R.C.S. Luxembourg

B179916, a été constituée suivant acte dressé par Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach, en date du 26 août 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 2579 en date du 16 octobre 2013 (la "Société"), et dont les statuts n'ont jamais été modifiés depuis.

2. Que le capital social de la Société s'élève à la somme trente et un mille euros (EUR 31.000,-) représenté par trente et un mille (31.000) actions d'une valeur d'un euro (EUR 1,-) chacune, toutes émises sous forme nominative.

3. Que la partie comparante est devenue successivement propriétaire de la totalité des actions et est l'actionnaire unique actuel de la Société.

4. Que la partie comparante, en sa qualité d'actionnaire unique, prononce la dissolution anticipée de la Société avec effet immédiat;

5. Que la partie comparante, en sa qualité d'actionnaire unique de la Société déclare qu'elle a réalisé, reçu ou va recevoir tous les actifs de la Société, que tous les passifs de ladite Société envers des tiers ont été réglés entièrement ou dûment provisionnés, qu'elle assume l'obligation personnelle de payer tout le passif actuellement connu ou inconnu;

6. Que la partie comparante, a désigné en tant que liquidateur de la Société SO CUTE, une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 22, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B172136, qui a dressé un rapport de liquidation, lequel restera ci-annexé,

7. Que les déclarations du liquidateur ont été vérifiées en vertu des prescriptions de la loi par FIDEURO, une société anonyme, ayant son siège social au 283, route d'Arlon, L-8011 Strassen, R.C.S. Luxembourg B11304, désignée commissaire-vérificateur par l'actionnaire unique de la Société, qui confirme l'exactitude du rapport du liquidateur. Le rapport du commissaire-vérificateur à la liquidation restera annexé au présent acte;

8. Que la partie comparante approuve le rapport du commissaire-vérificateur et que partant la liquidation de la Société est à considérer comme réalisée et clôturée;

9. Que la partie comparante accorde décharge pleine et entière à l'administrateur unique et au commissaire aux comptes de la Société;

10. Que les livres et documents de la Société sont conservés pendant la durée de cinq années à l'ancien siège de la Société;

11. Que la partie comparante pourra procéder à l'annulation du registre des actionnaires de la Société;

12. Que Monsieur Cédric RATHS, prénommé, est désigné comme mandataire spécial pour l'exécution de toute opération susceptible d'être accomplie une fois la société liquidée.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de cet acte de dissolution, est évalué approximativement à mille quatre cents (EUR 1.400,-).

Le notaire soussigné, qui connaît la langue anglaise, constate que sur la demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, connu du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, celui-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: C. RATHS, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 16 mars 2016. Relation: 1LAC/2016/8821. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 mars 2016.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2016083987/115.

(160051258) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 mars 2016.

European Jewellers I S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 41, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 155.031.

Les comptes annuels du 1^{er} octobre 2014 au 30 septembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016091974/10.

(160061314) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 avril 2016.
